

Médiateur de la République : Fin de fonction de Karim Younes, nomination de Brahim Merad

P.03



SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales times

N°3010 Mercredi 19 Mai 2021 - Prix: 15 DA - www.seybouseimes.dz

**Nous informons nos
fidèles lecteurs et
lectrices de l'ouverture
d'un site web.**

**Veillez le consulter au :
www.seybouseimes.dz**

ANNABA

Le wali s'enquiert de l'avancement des travaux de réalisation de deux lycées à Bougantas et Bouzaaroura

P.06



ANNABA



**65^{ème} anniversaire
de la journée de
l'étudiant L'Université
«Badji Mokhtar» innove**

P.06

ANNABA



**EPIC :
Opération de nettoyage
au cimetière de
Bougantas**

P.07



ANNABA / NOTARIAT

**En violation flagrante de la réglementation :
Des notaires augmentent sans scrupules
leurs honoraires**

P.06

L'Algérie plaide devant le Conseil de sécurité pour mettre fin à la souffrance des Palestiniens

L'Algérie a plaidé, dimanche, devant le Conseil de sécurité de l'ONU pour mettre fin à la souffrance du peuple palestinien, notamment dans la bande de Ghaza, où l'armée sioniste mène une agression contre les Palestiniens qui a fait jusqu'ici plus de 200 morts, dont plusieurs enfants.

Lors de la réunion d'urgence du Conseil de sécurité sur la «situation au Moyen Orient, y compris la question palestinienne», l'ambassadeur Sofiane Mimouni, représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations Unies et président du groupe Arabe pour le mois de Mai, a appelé le Conseil de sécurité, à «assumer ses responsabilités juridiques, morales et humanitaires et à mettre immédiatement fin à l'agression des forces d'occupation et à fournir une protection internationale au



peuple palestinien».

A ce titre, M. Mimouni a affirmé au nom du groupe arabe que «les crimes commis par la puissance occupante contre les Palestiniens, notamment les habitants d'El Qods occupée, visant à les évincer de leurs propriétés, sont les principales causes de cette escalade de la violence».

Il a souligné que «les Palestiniens en général, et les habitants d'El Qods occupée en particulier, ont

été soumis à des campagnes de violence tout au long du mois de Ramadan, dans une indifférence de la communauté internationale, ce qui a permis à la puissance occupante de poursuivre son projet de colonisation, sans aucun respect du droit international et de la légalité internationale, mettant ainsi toute la région au bord d'un conflit sans précédent».

M.Mimouni a réitéré «la condamnation, sans équivoque,

des crimes commis par la puissance occupante contre les Palestiniens, qui affectent leurs lieux saints, islamiques et chrétiens, et leur droit à la liberté de culte garanti par toutes les lois et les religions».

L'ambassadeur a mis «un accent particulier sur la nécessité de préserver le statu quo juridique et historique de la ville d'El Qods occupée et des lieux saints islamiques et chrétiens, y compris la mosquée Al-Aqsa».

Condamnant l'agression contre la bande de Ghaza, le représentant permanent de l'Algérie a affirmé que «toute tentative d'imputer la responsabilité de cette escalade de la violence aux palestiniens est inacceptable et sera vouée à l'échec», rappelant que celle-ci «est le résultat direct de la politique d'occupation qui sape les chances de la paix et de l'établissement d'un Etat palestinien».

Sofiane Mimouni a appelé le

Conseil de sécurité à «prendre des mesures pratiques pour mettre immédiatement un terme à la violence et à utiliser tous les moyens diplomatiques afin d'annuler toutes les mesures illégales prises par la puissance occupante».

Il a soutenu que le cessez-le-feu devrait être une première étape et a appelé le Conseil de sécurité, le Quatuor pour le Moyen Orient et le secrétaire général des Nations Unies, à «s'engager résolument pour répondre favorablement à l'appel du président palestinien, Mahmoud Abbas, à tenir une conférence internationale pour relancer le processus de paix, et trouver une solution juste et durable au conflit qui permettrait d'établir un Etat palestinien souverain avec El Qods-Est occupée comme capitale conformément aux résolutions pertinentes de l'ONU».

PALESTINE :

L'appel de l'Algérie au nom du Groupe arabe à une réunion de l'Assemblée générale de l'ONU

L'Algérie a appelé lundi, de concert avec l'Organisation de la coopération islamique (OCI), à la tenue d'une réunion de l'Assemblée générale des Nations Unies pour examiner les derniers développements sur la scène palestinienne.

«En qualité de président du Groupe arabe, le délégué permanent de l'Algérie auprès des Nations Unies, l'ambassadeur Sofiane Mimouni a, de concert avec son frère, le délégué permanent

du Niger auprès des Nations Unies, l'ambassadeur Abdou Abarry, président du Groupe de l'OCI, remis une lettre au président de l'Assemblée générale appelant à la tenue d'une réunion pour examiner les derniers développements en Palestine», a tweeté la Mission permanente de l'Algérie auprès de l'ONU à New York.

Les forces d'occupation sionistes ont intensifié leurs attaques contre les habitants d'El Qods, de la Cisjordanie et de la Bande de Ghaza suite

au rejet par les Palestiniens de la décision de l'entité d'occupation relative à l'expulsion des habitants du quartier Cheikh Jarrah au profit de colons.

Des attaques qui n'ont pas épargné les fidèles dans l'enceinte de la Mosquée Al-Aqsa. Le bilan de l'agression sioniste depuis une semaine contre Ghaza et la Cisjordanie est passé à 218 martyrs et plus de 5.600 blessés, a annoncé le ministère palestinien de la Santé.



LIBYE :

Boukadoum présidera une réunion du CPS de l'UA

africaine (CPS) qui sera consacrée à l'examen de la situation en Libye.

La session ministérielle du CPS se tiendra dans un contexte marqué par des progrès tangibles réalisés dans le cadre du dialogue inter-libyen, issu des conclusions

de la Conférence de Berlin sur la Libye tenue en janvier 2020.

La rencontre a pour objectifs de s'assurer que les progrès réalisés jusqu'ici en matière de dialogue et de paix se poursuivent, notamment en soutenant les efforts de

l'émissaire de l'ONU et en assistant le Gouvernement d'unité nationale dans ses tâches.

Il sera question au cours de cette session des moyens susceptibles d'être employés par l'UA pour accompagner et soutenir le processus actuel

censé mener aux élections présidentielles libyennes prévues le 24 décembre 2021. Les formes à travers lesquelles l'UA pourrait contribuer au Mécanisme de contrôle du cessez-le-feu, en vigueur en Libye, seront également soumis au débat.



Le ministre algérien des affaires étrangères, Sabri Boukadoum présidera mardi la session ministérielle du Conseil de paix et de sécurité de l'Union

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales times

Edité par la S.A.R.L MEDIACOM PRESSE
Direction, rédaction et administration :
46, rue Emir Abdelkader - Annaba

Directeur general :
Bicha salim
Directeur de la publication :
Noureddine Boukraa
Directrice de la rédaction :
Bicha Bariza Nesrine
Tél/Fax : 038 45 58 35
Tél/Fax : 038 45 58 36
Tél/Fax : 038 45 58 37
Email: redactionseybouse@gmail.com

P.A.O SEYBOUSE Times
Site web: www.seybouse.com
Email: redaction@seybouse.com
contact@seybouse.com
Facebook : SEYBOUSE TIMES
Impression : SIE Constantine
Diffusion : EURL K.D.P.A cité Benzekri
Bât F N ° : 424 Constantine

Pour votre publicité,
s'adresser à l'entreprise
nationale de communi-
cation d'édition et de
publicité, ANEP. SPA,
1 AVENUE PASTEUR
ALGER
TEL : 021/71 16 64
021/73 71 28
FAX : 021/73 95 59
021/73 99 19

Les manuscrits, photo-
graphies ou tout autre
document et illustration
adressés ou remis
à la rédaction ne seront
pas rendus et ne feront
l'objet d'aucune
réclamation.
Reproduction interdite
de tous articles sauf
accord de la rédaction

Médiateur de la République : Fin de fonction de Karim Younes, nomination de Brahim Merad

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a signé mardi deux décrets présidentiels, le premier mettant fin aux fonctions du médiateur de la République, Karim Younes et le second portant nomination de Brahim Merad à cette fonction, indique un communiqué de la Présidence de la République.

«Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a signé mardi un décret présidentiel mettant fin aux fonctions du médiateur de la République, Karim Younes», a précisé la même source.

«Le Président a signé également un décret présidentiel portant nomination de M. Brahim Merad au poste de médiateur de la République», a ajouté la même source.



Réouverture des frontières : Air Algérie dément le programme des vols diffusé sur les réseaux sociaux

Air Algérie a-t-elle déjà établi son programme des vols internationaux, après l'annonce du Conseil des ministres, dimanche, de rouvrir les frontières, à compter du 1er juin, à raison de cinq vols quotidiens?

Pas du tout, explique mardi la Direction de communication de la compagnie aérienne, qui dément le programme des vols qui circule actuellement sur les réseaux sociaux, le qualifiant même de «Fake news», tout en



dégageant sa responsabilité dans cette diffusion.

S'exprimant sur Echourouk News, un représentant de la campagne nationale rappelle que «seule la Commission nationale médicale est habilitée à établir un programme des destinations et des provenances en fonction de la situation épidémiologique du pays.

Réouverture des frontières : Le Pr Djenouhat insiste sur l'obligation des tests PCR et antigéniques

Le Pr Djenouhat, président de la Société algérienne d'immunologie, s'est félicité de la décision prise dimanche par le Conseil des ministres d'ouvrir les frontières, à compter du 1er juin, néanmoins il insiste sur l'obligation d'un protocole sanitaire strict au niveau des aéroports.

«Il faut imposer le test PCR et le test antigénique à l'entrée du pays pour chaque voyageur pour éviter à notre pays ce qui s'est produit aux Seychelles, alors que la population de ce pays est vaccinée à plus de 70%», a-t-il déclaré mardi sur les ondes de Radio Sétif.

«Tout cas qui se révèle positif doit être impérativement être soumis



à une quarantaine obligatoire de 10 à 14 jours dans un hôtel dédié pour casser la chaîne de contamination», suggère le Pr Djenouhat, qui appelle par ailleurs à l'ouverture d'enquêtes épidémiologiques sur les différents variants du Covid-19 qui ajoute t-i, «n'a pas fini de muter et de nous surprendre».

L'invité de la radio, se basant sur la situation épidémiologique

actuelle, caractérisée par une stabilité des chiffres, exclu la survenue d'une troisième vague, tout en invitant les citoyens «à rester vigilants, à ne pas se laisser aller et ne pas croire non plus aux thèses complotistes fondées sur le déni de réalité».

Face au retard manifeste de la campagne vaccinale en Algérie, qui n'a pu obtenir qu'une quantité dérisoire de vaccins, soit 630.000, en tout, selon les derniers chiffres communiqués par le ministre de la Santé, le président de la Société algérienne d'immunologie mise beaucoup sur la «fabrication du vaccin russe Sputnik V en Algérie pour une vaccination massive et un transfert de technologie».

Justice : Un exposé sur la numérisation des méthodes de gestion judiciaire

Le ministère de la Justice a annoncé lundi dans un communiqué la présentation demain mardi d'un exposé détaillé sur les méthodes de gestion judiciaire adoptées par le secteur en matière de numérisation.

Au plan dudit exposé, dont la présentation est prévue au siège de la Direction générale de la modernisation de la Justice (DGMJ) à Bir Mourad Raïs, figure «des éclaircissements de plusieurs axes, notamment le portail de la loi algérienne et les acquis réalisés dans le cadre de l'amélioration du rôle de ce



portail à travers la création d'un moteur de recherche pour faciliter l'accès à l'information juridique et à la jurisprudence établie par les spécialistes en droit et les opérateurs économiques».

Le portail permet également de prendre connaissance «des réalisations du secteur de la Justice en matière de prestation de services judiciaires à distance

à la hauteur des aspirations des différentes franges sociales, comme la possibilité d'accéder gratuitement aux décisions prises par la Cour suprême entre 1989 et 2019, soit 30 ans de décisions publiées et classées selon les chambres et les sujets, ainsi que les décisions promulguées par le Conseil de l'Etat».

C'est aussi 30 ans de «jugements

prononcés par la Chambre du commerce, de la marine ou la chambre sociale, avec la possibilité de s'informer sur les divers numéros des revues judiciaires publiées par la Cour suprême».

Le portail en question, lit-on dans le communiqué, permet de «conférer une vision transparente et future sur les applications judiciaires des dispositions légales, de manière à faire intégrer davantage la loi algérienne dans la recherche scientifiques dans les domaines juridiques et au profit des opérateurs économiques algérien

et étranger, notamment lorsqu'il s'agit du monde du commerce et du climat des affaires».

De surcroît, un projet d'envergure sera annoncé, lequel consiste à «créer une plateforme numérique d'échange de requêtes et de notes entre les avocats dans le domaine civil hors-audiences, et ce dans le cadre de l'approche visant le transfert progressif vers l'E-justice après adaptation du système judiciaire».

Au plan de cet exposé d'évaluation, seront évoqués, par ailleurs, «les perspectives futures du secteur de la Justice», a conclu le communiqué.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR :**Hâter la mise en œuvre des projets scientifiques innovants**

Le ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane a affirmé, lundi à Alger, que la stratégie actuelle du secteur exige de hâter la mise en œuvre des programmes de numérisation et des projets scientifiques innovants, en vue de recourir, à l'avenir, aux techniques de l'intelligence artificielle. Supervisant le coup d'envoi de la semaine nationale scientifique sous le thème «La numérisation et ses applications» à la faculté de médecine, le ministre a indiqué que «la stratégie du secteur en matière de numérisation requiert de hâter la mise en œuvre des programmes et des projets scientifiques innovants, en vue de recourir, à l'avenir, à l'intelligence artificielle et

l'employer prochainement dans le secteur des services». Le but étant également, poursuit le ministre, d'œuvrer «à la création d'un environnement de travail innovant et d'un nouveau marché prometteur à haute valeur économique». Selon le ministre, le travail est en cours actuellement pour le «soutien des initiatives, l'édification d'une base solide en matière de recherche et de développement et l'investissement des techniques et outils de l'intelligence artificielle de pointe tout en procédant à leur application», ajoutant que «l'accès au monde de l'intelligence artificielle dans notre pays ne peut se faire avant la généralisation de l'utilisation de la numérisation et de l'intégration des nouvelles

technologies et de leurs applications à travers tous les domaines». Pour le ministre, l'organisation de cette semaine scientifique du 17 au 20 mai courant, intervient dans un contexte de «création de l'esprit de compétitivité scientifique entre les chercheurs et les étudiants dans les différents établissements universitaires et de recherche, tout en les incitant à l'esprit d'innovation», indiquant que cette manifestation verra la présentation de conférences dans les domaines de numérisation, avec présentation de projets scientifiques innovants ayant été sélectionnés parmi plus de 80 projets. Cette semaine scientifique sera l'occasion de présenter, en 180 secondes, les thèses de doctorat soutenues en



2020 dans le domaine de l'informatique, et permettre aux 30 établissements universitaires de présenter leurs produits scientifiques en numérisation à partir des trois conférences régionales, à raison de 10 établissements chacune. Par ailleurs, le ministre a mis l'accent sur l'importance «de mettre en place une vision sectorielle en matière de recherche scientifique, d'innovation et de développement

technologique», jugeant fondamental d'encourager les chercheurs et les nouveaux diplômés à créer des start-up. La création d'un think-tank est toute aussi importante afin de «former une nouvelle élite qui répondrait aux besoins du marché dans l'avenir, et ériger ce groupe en un pôle d'excellence au sein du parc technologique de Sidi Abdellah supervisant plusieurs écoles supérieures», a-t-il soutenu.

EDUCATION :**La révision des statuts des travailleurs débattus**

La révision des statuts des travailleurs de l'Education a été débattue lors des premières séances de travail «bilatérales» ayant regroupé, lundi, le ministère de l'Education nationale avec les syndicats du secteur. La rencontre du 1er jour a connu trois séances «bilatérales» ayant regroupé le Conseil national autonome du personnel enseignant du secteur ternaire de l'Education «Cnapeste», l'Union nationale du personnel de l'éducation (UNPE) affiliée à l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), ainsi que le Syndicat national des travailleurs de l'Education (SNTE). Selon le ministère, ces rencontres interviennent «en continuité de la série de rencontres consultatives entre les deux parties et qui devront englober 23 syndicats, d'autant qu'elles sont consacrées essentiellement au «débat et à l'examen des dispositions et mécanismes de révision du statut particulier et des questions à caractère

socio-professionnel des affiliés au secteur». Cette rencontre intervient également dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a ordonné, lors du Conseil des ministres qu'il avait présidé le 2 mai courant, d'ouvrir le dialogue avec les différents partenaires sociaux en vue d'améliorer la situation socio-professionnelle des affiliés au secteur et de réviser le statut de l'enseignant. Dans une déclaration à la presse aux termes de la réunion ayant regroupé le syndicat avec le ministre de l'Education nationale, Mohamed Ouadjaout, le Coordonnateur national du Cnapeste, Salim Oualha a indiqué que la séance a focalisé sur les voies et moyens de révision du statut du secteur, ajoutant qu'«une proposition a été soumise par le ministère, comprenant les mécanismes à même de revoir le statut particulier. Une proposition qui sera examinée d'autant que l'avis en sera émis après une séance d'évaluation au

niveau du syndicat», a-t-il dit. Selon la même source, l'accent a été mis sur «les revendications relatives à l'amélioration du pouvoir d'achat, au droit à la retraite sans condition d'âge et aux libertés syndicales. En contrepartie, le ministère a promis, selon la même source, de résoudre les questions relatives à des points liés au recrutement, au recours aux Instituts supérieurs ainsi qu'au règlement des salaires en suspens. De son côté, le SG de l'Union générale des travailleurs de l'Education (UGTE) affiliée à l'UGTA, a affirmé que la rencontre avait permis de passer en revue 25 questions, notamment la loi relative aux personnels du secteur «toutes dimensions confondues», l'unification du classement des enseignants des trois cycles d'enseignement et l'organisation d'un concours de recrutement annuel. Le Syndicat a également proposé l'installation d'un «Conseil supérieur de l'Education», et a fait des suggestions liées au Conseil



national des programmes (CNP), la réinsertion de l'enseignement technique et de la filière sciences islamiques dans le palier secondaire, outre le livre scolaire et le dossier des œuvres sociales. A cette occasion, le SG a salué la décision du président de la République annoncée le 2 mai courant, se disant optimiste quant à l'amélioration, dans un futur proche, de la situation des travailleurs du secteur, invitant la tutelle à «intensifier le dialogue et la concertation avec les partenaires sociaux ne ce serait-ce que pour contenir la situation actuelle». Par ailleurs, le SG du Syndicat national des travailleurs de

l'Education (SNTE) a plaidé pour la révision de cette loi qui, a-t-il dit, «sert une catégorie aux dépens d'une autre», mais également la prévision d'une prime de 10.000 da pour tous les travailleurs du corps, en attendant la révision des Statuts et du point indiciaire. A noter que la rencontre prévue demain mardi sera consacrée à la réception des représentants de l'Union nationale des travailleurs de l'Education et de la Formation (UNPEF), l'Union nationale des travailleurs de l'Education (SNTE) et le Syndicat national autonome des professeurs de l'enseignement primaire (SNAPEP), selon des sources du ministère.

Financement des économies africaines : Ben Abderrahmane à Paris

Le ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, s'est rendu lundi à Paris, pour représenter le président de la République, aux travaux du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement sur le financement des économies africaines, a indiqué mardi un communiqué du ministère.

Cette rencontre de haut niveau, qui se tient mardi à la capitale française, réunira les chefs d'Etat et de gouvernement ainsi que des représentants de pays africains et de certains pays avancés.

Elle verra également la participation de hauts responsables d'organisations internationales et régionales, a précisé la même source.

L'objectif de cette rencontre «est d'offrir une occasion pour les participants d'échanger sur les nouvelles solutions pour assurer une reprise économique et un financement plus durable

des économies africaines, notamment dans ce contexte de crise», provoqué par la Covid-19, a souligné le ministère.

La rencontre constituera également «une plateforme pour les dirigeants africains d'exposer les préoccupations du continent en matière de développement post-pandémique».

L'idée de cette conférence a germé en automne dernier lorsque le Fonds monétaire international (FMI) a établi que le continent africain risque de se heurter à un déficit de financement d'environ 290 milliards de dollars d'ici 2023, a rappelé la même source.

Le communiqué rappelle que la croissance du continent, qui a reculé l'année passée (-2,1 %) pour la première fois en un demi-siècle, devrait rebondir en 2021 et 2022, et que le moratoire sur le service de la dette publique adopté par le G-20, est de nature à accorder pour nombre de pays un sursis.



Start-ups : L'innovation, un moyen pour relever le défi du développement durable

Les participants à une conférence régionale sur les startups ont plaidé lundi à Ghardaïa pour l'exploitation de la technologie et de l'innovation comme moyen pour relever le défi du développement durable dans le pays notamment dans les régions du Sud.

Intervenant à l'ouverture de cette conférence régionale des Start-ups dédiée aux wilayas du Sud du pays, dénommée «Ghardaïa Disrupt», des membres du Gouvernement ont mis en exergue l'importance de l'implication de l'ensemble des acteurs et partenaires du développement pour la démocratisation de l'utilisation de la technologie digitale et de l'innovation dans la création de la richesse et la réduction de la dépendance de l'étranger en matière de maintenance, de pièces de rechange et autres outils.

«L'objectif étant, à travers l'encouragement à l'utilisation de la technologie digitale et l'innovation, d'enrichir les services à forte valeur ajoutée pour les startups et de susciter un impact positif pour relever le défi du développement durable, avec la participation de tout le monde, chacun dans son secteur», a indiqué le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'Economie de la Connaissance



et des Startups, Yacine El-Mahdi Oualid.

Le ministre a exhorté les participants à cette rencontre, particulièrement les jeunes, à avoir confiance en leurs compétences et en leur potentiel mais aussi à veiller à s'inscrire dans tous les efforts de développement menés à l'échelle nationale.

Il a rappelé, à ce titre, que «l'accompagnement des projets innovants des jeunes figure parmi les priorités du programme d'action du Gouvernement pour la création de richesse et d'emplois», ajoutant que «l'appui des Startups constitue l'un des supports pour la relance d'un

nouveau modèle économique durable reposant sur la nouvelle technologie et l'économie du savoir».

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, a affirmé, de son côté, que l'organisation de ces conférences régionales des startups montre «l'attention accordée par l'Etat aux entreprises émergentes et innovantes», estimant que «l'innovation est la seule issue pour bâtir une économie moderne basée sur les capacités scientifiques et les compétences des jeunes».

«Le secteur de l'Énergie accompagne les startups et les

entreprises émergentes pour la création d'emplois et la réduction de la dépendance des recettes des hydrocarbures», a-t-il ajouté, avant de souligner que «les richesses de l'Algérie ne sont plus souterraines, mais sur la terre de notre pays, à travers un potentiel humain compétent et compétitif». Pour sa part, le secrétaire général du ministère de la Pêche et des Productions halieutiques, Mohamed Bengrina a relevé que «le pays a besoin des compétences et de l'innovation, seuls moteurs pour le développement économique dans toutes les régions du monde».

Les représentants du Gouvernement ont été unanimes à souligner que le passage rapide vers l'économie basée sur la connaissance, nécessitant la fédération et l'intensification des efforts de tous les acteurs algériens, basés en Algérie ou à l'étranger, pour atteindre cet objectif.

Le wali de Ghardaïa a souligné l'objectif de l'organisation de cette rencontre, en présence d'un panel de cadres, de compétences universitaires et de représentants d'entreprises et de banques, qui vise à accompagner les startups, celles ayant de grandes ambitions, notamment dans la région de Ghardaïa.

Auparavant, les ministres ont

visité une exposition de travaux de startups de wilayas du Sud, tout en engageant avec les exposants des échanges sur les difficultés rencontrées.

Pour de nombreux promoteurs de startups approchés par l'APS, cette conférence a permis d'échanger les expériences, et d'examiner les différents problèmes rencontrés par les startups, notamment l'approvisionnement en matière première ainsi que le financement des projets, en plus de susciter une réflexion sur les solutions à adopter.

Les participants ont, dans ce sens, estimé que le diagnostic de ces contraintes constitue une étape importante dans le processus de renforcement de leurs capacités de croissance.

Les travaux de cette rencontre régionale se poursuivent sous forme de rencontres-débats sur la thématique de l'entrepreneuriat, les startups et l'innovation dans les domaines des techniques agricoles et hydrauliques, de l'économie circulaire et de l'environnement ainsi que les énergies renouvelables, en présence d'experts algériens et étrangers qui présenteront des exposés ainsi que des universitaires. Une cérémonie de remise de prix aux meilleures startups du Sud est prévue à la fin de la rencontre.

ANNABA / EDUCATION NATIONALE

Le wali s'enquiert de l'avancement des travaux de réalisation de deux importants lycées à Bougantas et Bouzaaroura

Sihem.Ferdjallah

Dans le cadre de la prochaine rentrée scolaire 2021-2022, si l'on se réfère au programme d'ouverture d'infrastructures du secteur de l'éducation nationale, de nombreux chantiers viennent de démarrer pour le renforcement des infrastructures scolaires. A cet effet, le wali d'Annaba a effectué

une visite de travail et d'inspection à Bougantas et Bouzaaroura, accompagné du secrétaire général et des responsables du secteur. Lors de sa tournée, le wali a inspecté le projet de réalisation d'un groupement scolaire catégorie D à Bougantas où le taux d'avancement des travaux de réalisation est estimé à 60 %, dont la date de livraison est prévue avant la rentrée, selon les

affirmations du chef de projet. S'agissant du lycée d'une capacité de 1000 places à Bouzaaroura, celui-ci sera livré également avant la rentrée scolaire. Les lycéens de la commune d'El Bouni évolueront dans de meilleures conditions grâce à l'acquisition de cette infrastructure. Le premier responsable de l'exécutif a insisté sur le respect des délais et la qualité des travaux.



ANNABA / LÉGISLATIVES

AU DERNIER FILTRAGE : 49 LISTES DE CANDIDATURES RETENUES

Tirage au sort pour le choix des lieux de meetings et couvertures médiatiques

Tayeb Zgaoula

A l'issue du dernier filtrage et des recours introduits auprès de l'autorité nationale indépendante des élections (ANIE), à Annaba, la délégation de l'autorité nationale indépendante des élections, que préside Ali Brahem a ainsi annoncé, hier, un total de 49 listes des candidatures retenues entre indépendants et partisans affiliés pour les prochaines

élections législatives du 12 juin. L'ANIE a donc rejeté 3 listes « a déclaré Boudjemaa Guerfia de l'ANIE. Comme nous l'avons annoncé dans notre dernière édition le nombre des candidats indépendants reste supérieur à celui des candidats affiliés dans les partis. Dans cette perspective et en vue du lancement de la campagne de ses joutes électorales prévue ce jeudi la délégation de l'autorité indépendante des

élections (ANIE) au niveau de Annaba a procédé à l'instar des autres wilayas, hier mardi, au tirage au sort pour l'affichage au niveau des 20 sites a-t-on indiqué auprès de l'ANIE. S'agissant des listes des candidats indépendants. Les modalités de financement pour la campagne électorale ont été clarifiées concernant particulièrement les candidats moins de 40 ans. Ainsi tout semble être mis au point pour

les joutes électorales du 12 juin. À la veille du lancement de la campagne électorale des élections législatives anticipées du 12 juin prochain, une opération de tirage au sort a été organisée, hier mardi, au palais de culture pour programmer les partis politiques et les candidats indépendants concernant des lieux de meetings et couvertures médiatiques, durant la campagne. Selon Brahem Ali, délégué

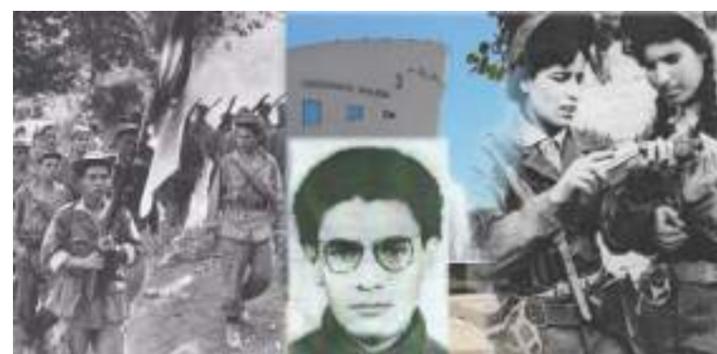
de l'ANIE d'Annaba, les présidents des partis devront animer, des meetings selon un planning préétabli, une fois que les partis seront situés sur les lieux et les horaires qui lui reviendront. L'aspect inhérent au contexte sanitaire a été mis en exergue. Vu la pandémie de Covid-19, le nombre de manifestations publiques sera restreint pour limiter les risques de propagation du virus.

ANNABA / COMMÉMORATION

65^{ème} anniversaire de la journée de l'étudiant L'Université Badji Mokhtar innove

Tayeb Zgaoula

La commémoration du 65^{ème} anniversaire de la journée de l'étudiant coïncidant chaque année à la date du 19 mai qui marque la reconnaissance aux étudiants qui ont quitté le banc de l'Université pour rejoindre le maquis. Cette journée est célébrée cette année sous le slogan « l'étudiant entre hier et aujourd'hui ». Les étudiants de l'Université Badji Mokhtar à l'instar de leurs collègues des autres campus du pays ont marqué une halte pour fêter cette date historique en jetant



un coup d'œil dans le rétroviseur pour se remémorer le souvenir et se projeter ainsi sur l'avenir. Celui de la nouvelle Algérie de Abdelmadjid Tebboune dont aspire tout le peuple avec ses

programmes de développement socioéconomiques comprenant des projets ambitieux. Une transition économique visant évidemment la création de la richesse et de l'emploi dont

l'impact positif nécessite la matière grise, source de la création donc des startups qui constituent un moyen de développement durable pour la relance de ce qu'appellent, aujourd'hui les spécialistes « Le nouvel ordre économique » et l'Algérie qui est entrain de suivre l'évolution des nouvelles technologies insiste auprès de sa jeunesse sur le progrès. L'encouragement envers les « startups n'est pas un vain mot ». Aujourd'hui, les universités tendent vers l'innovation. Dans ce cadre d'ailleurs des étudiants de l'Université Badji Mokhtar

ne manquent pas d'ambition dans la recherche, des étudiantes viennent de présenter hier leurs projets dans le secteur vital de l'agriculture, basés sur l'Energie solaire à l'exemple de ces deux étudiantes qui ont mis en évidence leur expérience à travers deux projets concernant l'un « un climatiseur et l'autre un four à base d'énergie solaire ». Il faut rappeler, d'autre part que l'Université Badji Mokhtar a signé au cours de l'année plusieurs conventions avec des partenaires dans de différentes activités.

ANNABA / NOTARIAT

En violation flagrante de la réglementation, des notaires augmentent sans scrupules leurs honoraires

Imen.Boulmaiz

Les notaires sont rémunérés selon les règles définies par le décret n°08-243 du 3 août 2008. Cette rémunération est perçue par le notaire en contrepartie des prestations inhérentes à l'élaboration et à la rédaction des actes, des conseils

qu'il dispense ainsi que pour l'accomplissement des formalités prévues par la loi. Personne n'ignore que la rémunération du notaire est fixée selon un tarif national et obligatoire. Celle-ci est fixée par décret. Malheureusement, il s'avère que plusieurs notaires exerçant au

niveau de la wilaya d'Annaba font leur loi, aux dépens des plus malheureux clients souvent, faisant fi de la déontologie de la profession. Ces derniers, sans avis préalable subissent le plus souvent une augmentation injustifiée des tarifs. Tant l'anarchie est perceptible dans



ce secteur, où l'on enregistre une absence totale de contrôle. Le hic dans cette affaire, c'est que ces tarifs à l'œil se font sans l'aval

de l'ordre des notaires. Ce qui confirme encore une fois qu'ils ne font qu'à leur tête et qu'ils sont loin d'appliquer correctement la loi qui interdit formellement l'augmentation des tarifs en dehors de ce que prévoit la loi et qui prévoit des sanctions sévères à l'encontre des contrevenants.

ANNABA / CIMETIÈRES

EPIC Annaba : Opération de nettoyage au cimetière de Bouguntas

Une opération de nettoyage et de désherbage a été menée récemment au niveau au cimetière de Bouguntas dans la wilaya d'Annaba par les services de nettoyage EPIC Annaba Propre. Notons que tous les moyens matériels et humains ont été mis à contribution pour la réussite de l'opération. Ce service public d'intérêt

général intervient pour permettre aux familles de se recueillir sur les tombes dans un environnement de propreté et de sérénité. Des opérations de désherbage et de chaulage ont fait partie de cette action. Des citoyens qui vont se recueillir sur les sépultures de leurs proches saisissent cette opportunité pour saluer et encourager les initiateurs de cette campagne d'assainissement et espèrent qu'elle sera renouvelée périodiquement car c'est un respect que l'on doit à nos chers

disparus. Cette opération de nettoyage qui vise également à sensibiliser les citoyens à s'impliquer davantage dans l'entretien des cimetières, ne serait-ce que les tombes de leurs proches. «Il faut respecter les morts. Avant, les tombes étaient ornées de fleurs et bien nettoyées, malheureusement on n'a pas légué cette bonne tradition à nos enfants. C'est pour cette raison que nos cimetières sont mal entretenus et délaissés.



ANNABA / ARNAQUE

Triche sur les emballages et les consommateurs bernés

Sarah Yahia

Toujours plus sûrs, plus beaux, plus légers, les emballages peuvent pourtant cacher de mauvaises surprises. Contamination des denrées, illusions sur la quantité, pollution. Un paquet de pâtes à moitié vide, une boîte de céréales remplie aux trois quarts... le consommateur néglige bien souvent de vérifier la quantité contenue dans l'emballage. Trop d'industriels en profitent



pour jouer les illusionnistes. Florilège des tours de passe-passe fréquemment utilisés. L'arnaque sur le poids des marchandises qui est pratiquée presque par certains producteurs et entreprises qui vendent leurs

produits dans des emballages à moitié remplis, trompant ainsi le consommateur, a été sévèrement dénoncée par les consommateurs qui ont appelé à des mesures coercitives rigoureuses pour lutter contre ce phénomène aux conséquences autrement pénalisantes pour les petites bourses déjà gravement échaudées par l'inflation galopante qui a marqué ces dernières années à cause notamment de la dévaluation du

dinar. Le suremballage alimentaire et les étiquettes trompeuses autrement-dit augmenter la taille de l'emballage permet de gagner en visibilité, en utilisant des techniques pour « tromper le consommateur ». Il y a d'abord l'emballage surdimensionné. « Près de la moitié des consommateurs estime que la taille de l'emballage est un indicateur fiable de la quantité qu'il contient », Deuxième

stratégie : le « downsizing », qui consiste à subrepticement diminuer le poids d'un produit pour faire gonfler le prix au kilo. Pour cela, il est important que la direction du commerce dépêchent sur place les services spécialistes pour contrôler les marchandises et mettre fin aux emballages démesurés et à la tricherie sur le poids adopté par des entreprises indélicates qui sont en croissance exponentielle à travers la wilaya.

ANNABA / GASPILLAGE

Une fuite d'eau potable qui a trop duré, à la rue Zighout Youcef « les Santons »

Imen.Boulmaiz

Depuis plusieurs jours, une quantité importante d'eau se déverse dans la nature au niveau de la rue Zighout Youcef, et pour cause, une fuite d'eau signalée depuis une quinzaine de jours par les riverains, qui perdure, ajoutant son lot de désagréments à la cité et endommageant davantage la chaussée déjà détériorée. « Informés par les riverains, les

services concernés n'ont rien entrepris... hélas l'eau continue à se déverser dans la nature... un vrai gachis », relatent des habitants contrariés lesquels s'interrogent sur l'origine de ces fuites récurrentes et surtout sur le retard mis à chaque fois pour intervenir. L'eau est ainsi gaspillée à outrance pendant que des populations de plusieurs communes souffrent de son absence dans leurs robinets. Les



nombreuses plaintes adressées par les habitants aux services compétents, leurs signalant cette

fuite d'eau, n'ont rien changé à cette situation. Puisque, d'après notre interlocuteur les pertes d'eau étaient importantes et nous subissons les dégâts collatéraux qu'entraînent ces retards. Cette situation, ajoutera notre interlocuteur, a même fait craindre la survenance d'une éventuelle contamination et l'apparition de maladies à transmission hydrique. Les usagers de cette rue ainsi que les habitants en question espèrent

que les responsables concernés vont réagir dans les plus brefs délais pour mettre un terme à ce gaspillage de cette eau précieuse. Combien de mètres cubes d'eau potable se sont déjà écoulés sous les regards indifférents des passants. Une passante nous dira « on s'est habitué à ce genre de situation... alors que les habitants de la cité Safsaf, ne sont alimentés en eau qu'un jour sur deux et à des heures parfois tardives ».

EL BOUNI/ CITÉ BOUKHADRA

Explosion des canaux d'évacuation des eaux usées, une catastrophe écologique

Sarah Yahia

La cité Boukhadra de la commune d'El Bouni nécessite une intervention immédiate des services concernés, afin de rétablir la canalisation des eaux usées, en raison de la défectuosité des conduites d'où s'échappent des odeurs nauséabondes. La stagnation de ces eaux expose les riverains à des risques liés aux maladies

transmissibles. « Cela fait plus d'un mois que nous subissons les odeurs nauséabondes et la prolifération des moustiques » a déclaré un des habitants. Selon les habitants, cette situation qui perdure depuis des mois est devenue insupportable, sachant que des enfants jouent à proximité des eaux usées stagnantes, alimentées par les eaux provenant du canal. Cette situation constitue un grave

préjudice pour la santé publique. Les habitants n'ont pas cessé de faire état de cette problématique, et ont décrié les désagréments émanant de ces eaux polluées qui les incommodent jusqu'à l'intérieur de leurs domiciles, ils craignent les risques de maladies à transmission hydrique, et des conséquences néfastes que peut produire la présence de ces eaux usées sur la santé publique.

En effet, toutes les réclamations et doléances adressées aux services concernés sont restées sans suite, et les responsables ne font rien pour remédier à une pareille situation déplorable qu'ils doivent prendre en charge immédiatement car certaines urgences sont signalées, il faut absolument procéder au contrôle de toutes les canalisations qui doivent faire l'objet de renouvellement si

c'est nécessaire pour éviter la fusion d'eaux potables aux eaux usées, véritables sources de proliférations de bactéries qui affectent la santé des citoyens et provoquent des épidémies pouvant être fatales. Devant ce constat décourageant qui ne cesse de persister, les résidents de cette localité sollicitent l'intervention des pouvoirs publics pour une prise en charge de leur doléance.

EAU :

Toutes les communes d'Alger seront alimentées de 12h à 20h à partir de Mardi



La société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAL) a annoncé lundi des restrictions dans l'alimentation en eau potable dans toutes les communes de la wilaya d'Alger à compter de mardi 18 mai, selon Algerie1. Dans un communiqué,

la SEAL a précisé que l'alimentation en eau potable de toutes les communes d'Alger sera assurée quotidiennement de 12 heures à 20 heures à partir de ce mardi. Cette mesure de restriction vise la sécurisation et l'optimisation de la ressource

en eau, a souligné la SEAL tout en mettant en avant la raison à savoir la faible pluviométrie enregistrée ces trois dernières années engendrant une perte dans le volume de production de 350.000 m3 par jour (1,2 million/j de m3 à 860.000 m3/j).

BOUIRA:

Zbarbar retrouve la sérénité et trace la voie du développement

Sévèrement touchée par le terrorisme durant la décennie noire, la commune montagnaise et enclavée de Zbarbar, située sur les hauteurs de Lakhdaria (Ouest de Bouira), retrouve peu à peu sa sérénité et le chemin vers le développement, grâce à une série de projets lancés pour améliorer les conditions de vie de la population locale, selon aps.

Après un exode massif enregistré durant les années 1990 à cause du climat d'insécurité et de violence qui régnait dans ses villages, Zbarbar a pu panser ses plaies plus de 20 ans après.

Des attentats à la bombe, massacres de population et autres crimes abominables ont poussé les habitants de plusieurs

localités à partir vers d'autres régions plus clémentes.

"Mais aujourd'hui, dieu merci, la majorité des habitants, qui ont quitté Zbarbar à cette époque là, est revenue avec le retour du calme et de la vie, notamment à Zouabria, Ouled Gassem, B'ssibssa, ainsi que G'dawra Hamamid", a indiqué le président de l'Assemblée populaire communale (APC), M. Bouttouche Mohamed.

La roue du développement a été mise en place depuis une dizaine d'années via le lancement d'une série de projets et d'opérations pour désenclaver cette région montagnaise et la raccorder notamment aux réseaux de l'électricité, du gaz ainsi que d'eau potable.

"Le retour du calme et de la paix

dans la région, après de lourds sacrifices consentis par les différents services de sécurité, a permis aux pouvoirs publics de lancer des projets importants dont notamment l'ouverture et le revêtement des routes et la réalisation d'établissements scolaires et de santé au profit des populations", a expliqué M. Bouttouche.

Malgré les carences enregistrées, les localités enclavées à l'image d'Ouled Gassem, Ouled Boukarm, Zouabria, El-Krana, Laghranta, B'ssibssa et Boukouchen, sont aujourd'hui toutes raccordées au réseau d'alimentation en eau potable (AEP).

"Les réseaux sont réalisés ainsi que des réservoirs, et l'eau arrive deux fois par semaine.



Ce problème est pris en charge avec la réalisation de forages pour renforcer l'alimentation" a assuré le président de l'APC.

A Kramna, une école primaire a été réalisée au profit des élèves de cette bourgade qui a beaucoup souffert des affres du terrorisme. Au chef-lieu communal, la situation s'est nettement

améliorée, notamment, avec l'ouverture d'un centre de santé et d'un bureau de service dentaires.

"Un autre centre de santé a été ouvert aussi à Ouled Gassem ainsi qu'à Zouabria pour prendre en charge les malades de cette zone", a précisé le même responsable.

EL-MENEA:

Le vieux ksar en quête de réhabilitation et de protection

Le triste état dans lequel se trouve le vieux ksar d'El-Menea pose avec acuité la problématique de la sauvegarde, de la réhabilitation et de la protection des monuments historiques dans le sud du pays, selon des professionnels du patrimoine et des membres de la société civile, selon aps.

Après des décennies de négligence, ce monument est tombé en décrépitude et en ruines où sont organisées actuellement des marches de découverte du patrimoine architectural dans ce vieux Ksar riche en symboles d'une population douée d'un remarquable savoir-vivre et un degré élevé de goût du beau ainsi que l'attachement aux traditions.

Face au délabrement progressif de ce Ksar abritant la demeure de la princesse M'barka Bent El-Khass, par les vicissitudes et l'usure du temps, ce joyau de la civilisation ancienne se trouve actuellement dans un état de dégradation accélérée, selon les responsables

de la culture.

Ceci à travers des actes de vandalisme opérés par certaines personnes qui extraient des pierres pour les utiliser dans la construction et des galets d'argile grise "Ghassoul" ayant, selon les croyances locales, des vertus à usages thérapeutiques et cosmétiques.

Puissant agent de régénération physique, ces galets d'argile grise sont également utilisés dans la géophagie pour certains malades, a souligné Hadj Cheikh habitant d'El-Menea.

"On offre souvent pour les visiteurs et touristes des morceaux d'argile extrait des murs et fondation du Ksar qui est devenu vulnérable menaçant ruine et effondrement", a-t-il précisé.

Il a fallu attendre la visite de la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, en janvier dernier pour que soient enfin levés les lourdes incertitudes pesant sur le vieux ksar d'El-Golea (appellation ancienne), dominant



depuis 10 siècles la palmeraie de l'actuelle El-Menea, par la création officielle d'une antenne de l'Office national de gestion des biens culturels (ONGBC) à El Menea, avec l'acquisition d'un siège mitoyen au vieux Ksar, a indiqué à l'APS le responsable du dossier restauration et réhabilitation à la direction de la culture de Ghardaia, Mohamed Alouani.

Sauvegarder le ksar et réhabiliter son patrimoine
Pour faire face à l'état de

décrépitude et de précarité très avancé que connaît cette cité forteresse, les services de la culture ont procédé à l'identification et le diagnostic des dysfonctionnements à l'origine de la dégradation de ce ksar "classé patrimoine nationale depuis 1995", à la délimitation avec précision de l'espace réel du ksar, avec des propositions concrètes élaborées selon une stratégie participative avec la société civile, afin de sauvegarder le ksar et réhabiliter son patrimoine, a

précisé M.Alouani.

Ces actions vont permettre outre le gardiennage et le nettoyage du site, la restauration et la revitalisation de ce patrimoine architectural, culturel et historique, en vue de l'intégrer dans la dynamique de développement que connaît la région d'El-Menea et de promouvoir ses potentialités matérielles et Immatérielles et encourager l'investissement touristique créateur de richesse et d'emplois, a-t-il ajouté.

Edifié en l'an 928, selon les archives de la direction de la Culture, à la croisée des pistes commerciales qui reliaient l'Afrique du nord de l'époque médiévale à l'empire Songhai subsaharien, le ksar d'El-Menea, "Taourirt" selon une appellation berbère, surplombe de plus de 70 mètres l'oasis d'El-Menea, enserrée dans un méandre de la route nationale RN-1, et offre depuis ses remparts des panoramas spectaculaires d'une rare beauté.

Au Mexique, une vague d'assassinats politiques à l'approche des élections du 6 juin

Les cartels de la drogue sont soupçonnés d'être derrière la mort d'au moins 32 candidats au scrutin législatif et local, pour influencer le vote, selon le monde fr.

Il distribuait des tracts avec son équipe de campagne. Un individu armé s'est approché tranquillement. Abel Murrieta, candidat à la mairie de Cajeme dans l'Etat de Sonora, dans le nord-ouest du Mexique, a été assassiné, jeudi 13 mai, en plein jour, dans une rue fréquentée de cette municipalité gangrenée par le narcotrafic. C'est le trente-deuxième postulant au scrutin législatif et local du 6 juin qui tombe sous les balles de ses agresseurs. Au « pays des narcos

», les cartels tentent d'influencer le vote par le sang.

« Je n'ai pas peur ! » Ce slogan de campagne a été fatal à M. Murrieta. Cet avocat de 58 ans, ancien procureur du Sonora (2004-2012), promettait d'affronter les mafias locales. Le candidat du petit parti Movimiento Ciudadano (MC, social-démocrate) a reçu dix impacts de balles, dont un dans la tête. L'assaillant a aussi blessé une de ses collaboratrices avant de prendre la fuite.

La mort de M. Murrieta alourdit le bilan mortifère à l'approche du plus grand scrutin de l'histoire récente du pays. Au total, 83 militants et responsables de partis ont été tués depuis le

début du processus électoral, huit mois plus tôt, selon le cabinet de gestion des risques Etellekt. Les Mexicains voteront, le 6 juin, pour renouveler plus de 2 000 mandats, dont 15 postes de gouverneurs, les 500 sièges de députés fédéraux et des fonctions locales dans la plupart des 2 469 municipalités que compte le Mexique.

« Infiltrer les institutions »

« L'ampleur du scrutin laisse craindre une hécatombe », s'inquiète Ruben Salazar, directeur d'Etellekt. Son baromètre de la violence électorale comptabilise aussi 563 agressions contre des militants ou des dirigeants politiques entre le 7 septembre 2020 et le 13 mai 2021.

« Les organisations mafieuses n'hésitent pas à éliminer un candidat qui ne leur convient pas pour garantir l'impunité de leurs trafics, explique M. Salazar. D'abord elles le menacent, puis l'attaquent, incendient sa maison ou son QG de campagne... S'il ne comprend pas, elles kidnappent un membre de sa famille. S'il ne comprend toujours pas, elles le tuent. »

« Les cartels n'aiment pas l'alternance politique qui les oblige à renégocier les pactes avec le pouvoir local », Alejandro Hope, analyste en sécurité publique

Les politiciens locaux sont les plus exposés : 27 des 32 candidats tués aspiraient à un

mandat de maire. Aucun parti n'est épargné. Mais 85 % des postulants assassinés étaient des opposants au pouvoir local qu'ils briguaient, selon Etellekt. « Les cartels n'aiment pas l'alternance politique qui les oblige à renégocier les pactes avec le pouvoir local, précise Alejandro Hope, ancien membre des services secrets mexicains, devenu analyste en sécurité publique. Outre le contrôle territorial, les cartels cherchent à infiltrer les institutions, la police municipale en tête. De quoi mettre la main sur les budgets mais aussi les contrats publics pour blanchir l'argent sale dans des activités légales, comme la construction, par exemple. »

Au Mali, les banques et les administrations paralysées par un mouvement de grève

Cette mobilisation sociale va de pair avec de nouvelles crispations politiques, alors que le premier ministre vient de présenter la démission de son gouvernement, selon le monde fr. Une grève à l'appel de la principale organisation syndicale malienne a paralysé les banques et les services publics à Bamako, lundi 17 mai, dans un contexte social et politique qui se tend sous les autorités de transition, ont constaté les correspondants de l'AFP.

L'Union nationale des travailleurs du Mali (UNTM), un syndicat de fonctionnaires et de salariés du secteur privé, a lancé lundi un mouvement de grève de quatre jours après l'échec de négociations avec le gouvernement sur les salaires, les primes et les indemnités.

L'UNTM a brandi la menace d'un mouvement illimité. « La grève est largement suivie par les banques, le Trésor, la douane et les impôts », a dit à l'AFP un responsable de l'UNTM, Ousmane Traoré : « Dans toutes les régions du Mali et à Bamako, l'administration est paralysée. »

Cette mobilisation sociale va de pair avec de nouvelles crispations politiques, dans un pays en proie depuis des années à une tourmente multiforme et théâtre, il y a neuf mois, d'un coup d'Etat militaire. Les colonels ont installé des autorités de transition qu'ils continuent de dominer et qui doivent rendre le pouvoir à des civils élus début 2022.

Vers un gouvernement d'ouverture Confronté à une contestation grandissante, le premier ministre adoué par les militaires, Moctar

Ouane, a présenté la démission de son gouvernement vendredi. Le président de transition, Bah Ndaw, l'a immédiatement reconduit à son poste en le chargeant de former un gouvernement d'ouverture. Le maintien de Moctar Ouane fait grincer des dents. Le Mouvement du 5-Juin, collectif qui fut l'an dernier le fer de lance de mois de manifestations achevées par le putsch d'août, a exprimé son refus de participer à la formation d'un nouveau gouvernement. L'incertitude quant à la place que le gouvernement fera aux militaires suscite particulièrement les crispations, disent les analystes.

Le climat préoccupe la communauté internationale, avec l'ampleur des défis à relever et le peu de temps restant pour organiser des élections en



février 2022 comme prévu. Une délégation de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) et de la mission de l'ONU au Mali (Minusma) a rencontré lundi l'UNTM. Elle a demandé au syndicat d'attendre

la formation d'un nouveau gouvernement, selon Ousmane Traoré. « Nous leur avons dit que le gouvernement a été dissous en pleine négociation, rapporte le syndicaliste. Donc on ne peut pas arrêter la grève. »

Au Niger, plus de 10 000 déplacés en 48 heures à cause des attaques djihadistes

Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU, les personnes viennent d'une zone composée de vingt-quatre villages dans la région de Tillabéri, selon le monde fr.

Plus de 10 000 personnes ont fui leurs villages en 48 heures dans l'ouest du Niger en raison d'attaques djihadistes répétées, ont indiqué lundi 17 mai les Nations unies et les autorités locales.

« Onze mille personnes [soit 1 624 ménages] ont trouvé refuge entre le 14 et le 15 mai dans la ville de Tillabéri [capitale régionale], dans la localité de Namari Gougou et la commune rurale de Sarkoira », selon un rapport du Bureau



de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (Ocha) à Niamey transmis à l'AFP. « Les déplacements se poursuivent » et

des « déplacés se dirigent [même] vers Niamey », mais leur nombre n'est pas encore déterminé, s'alarme l'Ocha.

Un responsable municipal de la zone de l'Anzourou, ciblée par les exactions djihadistes, a confirmé à l'AFP que « plus de 10 000 villageois ont déjà fui la zone en deux jours », et a alerté que « plusieurs autres villages sont en train de se vider ». Des élus locaux et des habitants avaient déjà signalé samedi à l'AFP cet exode.

Selon l'agence onusienne, les habitants déplacés viennent des villages de Zibane-Koira Zéno, Zibane Koira-Tégui, Kofouno et Gadabo, situés dans l'Anzourou, une zone composée de vingt-quatre villages, qui fait partie de l'immense et instable région de Tillabéri (100 000 km²). En mai, vingt personnes ont été

massacrées dans ces villages, après une précédente tuerie de treize personnes en mars.

« Assassinats, viols, extorsions de biens »

La région de Tillabéri située dans la zone dite « des trois frontières » entre Niger, Mali et Burkina Faso, est régulièrement frappée par les groupes djihadistes affiliés à Al-Qaïda ou à l'Etat islamique.

Ce « déplacement massif » de population a été déclenché par « les attaques récurrentes » contre les civils, selon l'Ocha, citant « assassinats, viols, extorsions de biens et vols de bétail », perpétrés par « les éléments présumés de groupes armés non étatiques, opérant le long de la frontière avec le Mali ».

Joe Biden dit son “soutien à un cessez-le-feu”, pas de répit à Gaza

Au lendemain du soutien du président américain Joe Biden “à un cessez-le-feu” entre Israël et le Hamas, la pression diplomatique va tenter de s’intensifier, mardi, notamment avec une nouvelle réunion du Conseil de sécurité de l’ONU. Pendant ce temps, les raids israéliens se poursuivent sur la bande de Gaza.

Le président américain Joe Biden accusé par son camp de manque de fermeté face à Israël, a exprimé, lundi 17 mai, son “soutien” à un “cessez-le-feu”, face à l’escalade de violences lors d’un nouvel entretien téléphonique avec le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu.

“Le président a exprimé son soutien à un cessez-le feu”, a indiqué la Maison Blanche dans

un compte-rendu à la tonalité très prudente, au moment où nombre de voix s’élèvent dans le camp démocrate pour que Joe Biden réclame explicitement un cessez-le-feu immédiat entre Israël et le Hamas dans la bande de Gaza.

Les États-Unis se sont opposés lundi, pour la troisième fois en une semaine, à l’adoption d’une déclaration du Conseil de sécurité de l’ONU appelant à “une cessation des violences” entre Israéliens et Palestiniens, poussant à la convocation mardi d’une nouvelle réunion d’urgence à huis clos.

Approche diplomatique “discrète” des États-Unis

Le Conseil de sécurité de l’ONU doit se réunir une quatrième fois en urgence, mardi 18 mai, alors que les États-Unis refusent

toujours l’adoption d’une déclaration appelant à “une cessation des violences”.

Mardi également, l’Union Européenne doit se pencher sur ce sujet lors d’une visio-réunion d’urgence des ministres européens des Affaires étrangères.

La porte-parole de la Maison Blanche, Jen Psaki, a défendu lundi, lors de son point de presse quotidien, l’approche diplomatique “discrète” mais “intensive” de Washington sur ce dossier. L’émissaire américain Hady Amr, s’affaire en Cisjordanie, territoire palestinien occupé par Israël depuis 1967, où le président Mahmoud Abbas a plaidé devant pour une “intervention” de Washington.

Lors de la conversation



téléphonique avec le chef de l’État Hébreu, Joe Biden a évoqué les discussions en cours avec l’Égypte “et d’autres partenaires”.

Les présidents français et égyptien, Emmanuel Macron et

Abdel Fattah-Al-Sissi, travaillent, quant à eux, à une médiation visant à obtenir un cessez-le-feu et comptent solliciter l’appui de la Jordanie. Un autre canal s’est ouvert, via l’ONU, aidé du Qatar et de l’Égypte.

À Ceuta, l’Espagne renvoie plus d’un millier de migrants vers le Maroc

Les autorités espagnoles ont annoncé avoir expulsé, mardi, 1 500 des quelque 6 000 migrants entrés la veille dans l’enclave espagnole de Ceuta, alors que plus de 80 migrants ont pénétré dans l’enclave voisine de Melilla. D’autres renvois sont en cours, selon le ministère espagnol de l’Intérieur.

De très nombreux migrants, pour la plupart originaires du Maroc, ont continué de rallier l’enclave espagnole de Ceuta, dans la nuit du lundi 17 au mardi 18 mai, se joignant aux milliers de personnes qui ont franchi la frontière sans entrave depuis l’aube.

Les autorités espagnoles avaient enregistré lundi au moins 6 000 franchissements illégaux de frontière en provenance du Maroc à Ceuta, dont un millier de mineurs, un “record” selon le dernier bilan de la préfecture. Mais l’Espagne a immédiatement renvoyé au Maroc mardi quelque 1 500 migrants, faisant partie des milliers de personnes entrées la veille, a annoncé le ministre espagnol de l’Intérieur.

“Nous sommes en train de continuer ces renvois”, a prévenu le ministre, Fernando Grande-Marlaska, à la télévision publique espagnole. Le ministre a défendu ces renvois, affirmant qu’ils étaient “conformes à la loi et aux traités internationaux et aux accords avec le Maroc”.

Des passages de migrants à Melilla À quelques 400 kilomètres à l’est de Ceuta, à Melilla, la seconde enclave espagnole située sur la côte marocaine, ce sont “plus de 300” migrants, plutôt originaires d’Afrique subsaharienne, qui ont tenté de passer par dessus la très haute barrière protégeant l’enclave “vers 4 h 45” (2 h 45 GMT).

L’UE autorise la conservation du vaccin Pfizer au réfrigérateur pendant un mois

L’Agence européenne du médicament a décidé, lundi 17 mai, d’autoriser la conservation pendant 31 jours des doses du vaccin Comirnaty de Pfizer-BioNTech à la température du réfrigérateur. C’est une température bien inférieure à ce qui était autorisé jusqu’ici et cette décision devrait permettre d’accélérer les campagnes de vaccination à travers l’Union européenne.

Selon l’Agence européenne du médicament, les doses non ouvertes du vaccin Comirnaty

de Pfizer-BioNTech peuvent désormais être stockées entre 2 et 8 degrés pendant un mois, contre cinq jours maximum jusqu’ici. La logistique devrait s’en trouver largement facilitée avec, en point de mire, une distribution du vaccin étendue bien au-delà des centres de vaccination situés dans les plus grandes villes.

Stockage à -70° au départ

Premier vaccin autorisé dans l’UE le 21 décembre dernier, il était au départ soumis à un stockage à -70°C dans des congélateurs dont seuls les plus grands hôpitaux

disposaient au début, après un transport en camion frigorifique dans de la glace carbonique à -80°C.

Déjà, il y a deux mois, l’autorisation de stockage en congélateur conventionnel entre -15° et -25° avait assoupli les conditions d’emploi ; et pour l’Agence européenne du médicament, la décision de lundi aura « un impact significatif » sur les campagnes de vaccination.

36% seulement des adultes européens vaccinés

Environ 143 millions de doses

du vaccin Pfizer-BioNTech ont été distribuées en Europe, loin devant les 43 millions du vaccin AstraZeneca et les 19 millions de Moderna.

Les campagnes de vaccination en Europe ont besoin d’un sérieux coup d’accélérateur pour atteindre l’objectif que claironne avec assurance la Commission européenne de 70% d’adultes vaccinés en juillet. Pour l’instant, seuls 36% des adultes européens ont reçu une première dose et moins de 15% sont entièrement vaccinés.

Pourquoi la Chine veut faire entendre sa voix dans la crise israélo-palestinienne

Pékin a proposé, dimanche, de jouer les médiateurs entre Israéliens et Palestiniens pour trouver une solution à l’escalade des violences depuis une semaine. La Chine n’avait, jusqu’à présent, jamais voulu jouer un rôle de premier plan dans le conflit israélo-palestinien.

Qu’est-ce que la Chine est venue faire dans cette poudrière ? Pékin a annoncé, dimanche 16 mai, sa volonté de servir de médiateur pour d’éventuels pourparlers entre Israéliens et Palestiniens. Un peu plus tôt, la superpuissance asiatique – qui occupe actuellement la présidence tournante du Conseil de sécurité de l’ONU – avait “regretté l’obstruction” américaine pour faire adopter une déclaration commune de cette instance



appelant à la fin des hostilités dans la région.

Dans un effort coordonné pour souligner l’importance de cette initiative, les médias officiels chinois ont aussi multiplié les articles vantant l’activisme de Pékin dans le dossier israélo-palestinien. Le Global Times a salué, samedi, la “vista”

des dirigeants chinois qui reconnaissent l’importance de cette crise alors que “les États-Unis essaient de minimiser le problème palestinien”. Andrew Korybko, un politologue américain basé en Russie qui intervient souvent dans les médias chinois et russes pour critiquer les États-Unis, a félicité le “pragmatisme” chinois

dans une tribune publié dimanche sur le site de la CGTN, la chaîne chinoise d’information en continu.

Laisser les États-Unis “se casser les dents”

Cette volonté chinoise de se mettre diplomatiquement en avant pour tendre la main aux Israéliens et Palestiniens engagés depuis plus d’une semaine dans un engrenage de violences peut surprendre.

Historiquement, Pékin “s’est toujours gardé de s’impliquer dans ce conflit au Moyen-Orient”, rappelle à France 24 Erzsébet Rózsa, spécialiste du Moyen-Orient à EuroMeSCo, un réseau de recherche sur la région du bassin méditerranéen, et autrice d’une étude sur l’évolution de l’implication chinoise au Moyen-Orient.

Ligue des champions (1/4 de finale) : 4 joueurs algériens dans l'équipe type

Trois joueurs du CR Belouizdad : Mokhtar Belkhiter, Zakaria Draoui, et Amir Sayoud, ainsi qu'un joueur du MC Alger : Miloud Rebiaï, ont été retenus dans l'équipe type des 1/4 de finale (aller) de la Ligue des champions d'Afrique de football, disputés vendredi et samedi, a annoncé la Confédération africaine de football (CAF) lundi sur son compte officiel Twitter.

Le MCA n'a pas fait mieux qu'un match nul vendredi à domicile face aux Marocains du WA Casablanca (1-1), alors que le Chabab a réalisé une excellente opération en s'imposant samedi au stade du 5-juillet face aux Tunisiens de l'ES Tunis (2-0).

Pour rappel, la CAF a annoncé lundi avoir retenu les deux milieux de terrains : Miloud Rebiaï (MC Alger) et Zakaria Draoui (CR Belouizdad), pour le titre du joueur du week-end, à l'occasion

des 1/4 de finale (aller). Les deux joueurs algériens se sont illustrés avec leurs clubs respectifs.

Rebiaï a pu éviter à son équipe la défaite, en égalisant face au WAC, alors que Draoui a été l'un des artisans du succès du Chabab à domicile face à l'ES Tunis (2-0), en marquant un but et délivrant une passe décisive.

L'équipe type des 1/4 de finale (aller) :

Gardien: Mohamed El-Shenawi (Al-Ahly)

Défenseurs: Mokhtar Belkhiter (CR Belouizdad), Yahya Attiat (WA Casablanca), Miloud Rebiaï (MC Alger), Eric Matoho (Kaizer Chiefs)

Milieux: Yahia Jabrane (WA Casablanca), Aliou Dieng (Al-Ahly), Samir Sayoud (CR Belouizdad), Zakaria Draoui (CR Belouizdad)

Attaquants: Samir Nurkovic (Kaizer Chiefs), David Castro (Kaizer Chiefs).



Delort sur le podium du Prix Marc Vivien Foé 2021



Décerné par France 24 et RFI, le Prix Marc Vivien Foé 2021 élit le meilleur joueur africain du championnat de France a été attribué hier pour la saison 2020/2021 à l'international congolais du RC Lens Gael Kakuta. Au podium, on retrouve un joueur algérien à l'honneur en la personne de l'attaquant montpelliérain Andy Delort.

Créé en 2009, le Prix Marc Vivien Foé met cette année à l'honneur le milieu offensif du RC Lens, Gael Kakuta, premier joueur congolais et lensois recevant cette distinction depuis sa création. L'ancien joueur de Chelsea et Amiens, passé notamment par la Chine et l'Espagne, a récolté les suffrages du panel des 100

journalistes africains grâce à ses performances chez les Sang et Or. Au niveau des statistiques, le joueur âgé de 30 ans a inscrit onze buts et délivré cinq passes décisives en 34 matchs joués cette saison en Ligue 1 Uber Eats. À la seconde place du classement, on retrouve l'international du Montpellier HSC Andy Delort qui se distingue par sa régularité dans le championnat de France avec ses quatorze buts inscrits et neuf passes décisives délibéré en 29 matchs de championnat joués. Dixième pour l'édition 2020, la seconde nomination consécutive du natif de Sète se conclut ainsi par une place de dauphin en attendant une récompense future au vu de sa régularité et son importance dans le dispositif

du MHSC. Enfin, à la dernière place du podium, on retrouve l'international zimbabwéen de l'Olympique Lyonnais Tino Kadewere auteur de dix buts et trois passes décisives en 33 matchs joués avec les Gones.

Rappelons que les messins Farid Boulaya et Alexandre Oukidja fuyaient dans liste des onze joueurs retenus par RFI et France 24 pour cette édition 2021. Côté palmarès, si aucun joueur algérien n'a encore reçu le titre de lauréat, Andy Delort devient le quatrième joueur algérien de l'Histoire du Prix Marc Vivien Foé à figurer sur le podium après Rachid Ghezzal (3ème en 2016), Ryad Boudebouz (2ème en 2017) et Islam Slimani (2ème en 2020).

Mercato : Aston Villa sur Mehdi Zerkane ?



Si les différents championnats s'apprentent à fermer leurs portes, le mercato estival, lui, ne fait que commencer. Mehdi Zerkane, international algérien des Girondins de Bordeaux, n'échappe pas à la règle. La saison 2020-2021 aura été la saison des premières fois pour Mehdi Zerkane. Première saison complète en Ligue 1, avec 26 rencontres disputées (dont 11 comme titulaire). Première sélection en Équipe Nationale, évidemment, avec une cape honorée en novembre 2020 face au Zimbabwe. Premier but, aussi, dans le cadre de la victoire bordelaise convaincante hier face au RC Lens (3-0).

Pour autant, et s'il est encore

très jeune (21 ans), Mehdi Zerkane a déjà connu le monde du mercato puisque le joueur, natif de Clermont-Ferrand, avait été formé à l'AS Monaco avant d'être libéré, rejoignant ainsi la réserve des Girondins de Bordeaux.

L'histoire pourrait aller encore en s'accélération pour celui qui avait refusé une offre d'essai au FC Barcelone à l'âge de 12 ans. En effet, d'après nos confrères de l'Équipe, Zerkane serait fortement suivi par Aston Villa, actuel 11ème de Premier League (première division d'Angleterre). Il pourrait ainsi faire l'objet d'une offre dès cet été, lui qui est sous contrat jusqu'en juin 2024 avec les Girondins de Bordeaux.

Euro 2020 : Le retour en Équipe de France se confirme pour Karim Benzema

La rumeur d'un retour en bleu de l'attaquant du Real Madrid enflamme dans toute la presse française. Info ou intox destinée à faire le buzz avant l'annonce de la liste ce soir à 20h20 ? Et bien après six ans d'absence et une sérieuse brouille avec Didier Deschamps, Karim Benzema devrait bel et bien faire partie des 26 joueurs convoqués pour l'Euro.

C'est un incroyable et très inattendu revirement de situation qui est en train de se produire dans les coulisses de la FFF. Ce soir, Didier Deschamps doit se présenter devant les micros de TF1 et de M6 pour dévoiler les noms des 26 joueurs retenus pour défendre les couleurs tricolores à l'Euro. Et comme c'est le cas depuis 2016, l'annonce de la liste du sélectionneur national fait l'objet de nombreux pronostics. Mais depuis ce matin, l'hypothèse d'un retour en bleu de Karim Benzema (33 ans) a généré une



atmosphère où s'entremêlent incrédulité et fol espoir.

Après un conflit de six ans provoqué par l'affaire de la sextape puis une interview polémique à Marca, Deschamps est-il vraiment prêt à pardonner au buteur du Real Madrid ? L'ancien

Lyonnais a-t-il réellement des chances de réintégrer une équipe qu'il n'a plus fréquentée depuis 2015 ? Si certains pensaient que l'information évoquée dans les colonnes de L'Équipe pouvait n'être qu'un petit buzz, eh bien ils ont été fixés par Le Parisien.

Le temps du pardon est venu

Le journal affirme en effet que Benzema devrait bel et bien être présent dans cette fameuse liste des 26. Une information qui fait bien évidemment l'effet d'une bombe et qui assure forcément une audience record pour TF1

et M6. Après ses brouilles avec Dimitri Payet et Adrien Rabiot, Didier Deschamps semble donc bien parti pour démontrer qu'il sait se réconcilier avec les joueurs avec lesquels il a été en froid. Mais cette fois, la surprise est quand même plus grande, même si l'élargissement des listes à 26 éléments a forcément joué en la faveur du joueur.

Sélectionné à 81 reprises (27 buts), le natif de Bron semblait irrécyclable avec son sélectionneur, mais le temps a, semble-t-il, fait son œuvre. Et si le retour de Benzema en bleu se confirme sur les coups de 20h20, on a hâte de connaître les raisons qui ont poussé DD à remettre en question une opinion qui semblait définitive depuis 2016. Sans oublier la façon dont il compte faire cohabiter le Merengue avec un Olivier Giroud qu'il n'avait pas hésité à égratigner.

Le FC Barcelone a mis Antoine Griezmann sur le marché

Le FC Barcelone souhaite vendre l'international tricolore cet été afin de remplir les caisses.

Dernièrement, Antoine Griezmann était plutôt sur une série positive. Certes, le FC Barcelone a particulièrement mal terminé la saison en Liga, mais avant ces dernières semaines ratées de compétition, le Français était parmi les principaux artisans de la bonne deuxième partie de saison des Blaugranas. On le sentait bien plus libre sur le terrain, avec une meilleure entente avec ses partenaires, et il affichait une belle ligne statistique : 12 réalisations et 7 passes décisives en 35 rencontres de championnat.

Souvent pris en grippe par les supporters et par la presse locale, l'ancien de l'Atlético est plutôt épargné par les critiques en ce moment, ces dernières se tournant surtout vers des joueurs comme Gerard Piqué ou Sergi Roberto. Cela ne signifie pas qu'il est au meilleur de sa forme, mais il a au moins réussi à se mettre les gens dans la poche en Catalogne. Et ses prestations convaincantes en ravissent plus d'un, surtout dans les bureaux du Camp Nou.

Sauver les finances du club
Comme l'indique Marca, les dirigeants culés souhaitent ainsi

le vendre cet été. Pas à cause de son niveau sur le terrain, mais parce qu'il est l'un des principaux actifs du club, et que sa vente permettrait d'alléger un peu les finances du club. De par le chèque qui serait récupéré pour ce joueur qui reste plutôt bankable, mais aussi grâce aux économies réalisées sur son salaire conséquent et évolutif. Le Français émarge ainsi à 18 millions d'euros par saison, et passera à 21 millions la saison prochaine, pour 23 et 25 millions d'euros lors des deux dernières saisons de son contrat.

Une vente qui répond donc à une logique financière et non sportive, à tel point que Marca précise que c'est de la survie du club dont il s'agit. Elle permettrait également de pouvoir se renforcer au mercato. Il ne sera pas le seul à être poussé vers la porte, puisque le média précise que d'autres joueurs comme Umtiti, Junior Firpo, Matheus Fernandes ou Braithwaite - pour des raisons sportives également dans leur cas - vont aussi être mis en vente. Reste maintenant à voir qui sera intéressé, et le quotidien sportif espagnol précise qu'en cas de départ de Messi, la donne pourrait changer pour Grizi...





Google Photos et Google Drive changent leurs règles de stockage le 1er juin prochain

Les règles du stockage offert par Google vont changer à partir du 1er juin prochain. Il faut s'y préparer. L'entreprise américaine a décidé de revoir sa manière de calculer les 15 Go qu'elle offre aux personnes disposant d'un compte Google, rappelle Numerama.

Pour l'instant, Google propose le stockage gratuit des photos en « haute qualité ». Les clichés qui ne dépassent pas 16 mégapixels ne sont pas comptabilisés. L'espace est donc offert. Au-delà, les photos et vidéos en qualité d'origine sauvegardées dans Google Photos grignotent les 15 Go qui sont offerts avec chaque compte. A compter du 1er juin, toutes les photos stockées seront comptabilisées.

Photos, documents

Même chose pour les autres documents. Google offre pour l'instant le stockage des fichiers issus de Google Docs, Sheets et Slides, Drawings, Forms et Jamboard. Mais à partir du 1er juin, ils ne seront plus invisibles et seront décomptés des 15 Go, comme le sont déjà les pièces jointes et les messages de Gmail.

Le changement de ces règles annoncé le 11 novembre dernier n'entre en vigueur que le 1er juin prochain. Cela signifie que tous les fichiers qui se trouvent déjà sur le cloud de Google ne sont pas concernés. « Seuls les fichiers créés ou modifiés après le 1er juin 2021 sont décomptés de votre quota », précise Google dans sa note de support. Mais attention, un fichier créé avant le 1er juin qui sera modifié après



cette date sera décompté des 15 Go gratuits.

Rien ne change pour les propriétaires d'un Pixel

Une fois que l'on dépasse le quota, la seule solution pour continuer de stocker des fichiers sur son cloud sera de souscrire à un abonnement pour augmenter les capacités de stockage via Google One. 100 Go pour 1,99 € par mois, 200 Go pour 2,99 € par mois, et 2 To pour 9,99 € par mois.

A noter que les propriétaires

d'un Pixel 5 ou un Pixel plus ancien, pourront encore bénéficier « d'un espace de stockage gratuit et illimité pour les photos et vidéos sauvegardées », explique Google.

Pour éviter de payer, ce sera peut-être le moment de faire le tri entre les fichiers à conserver et ceux qui peuvent disparaître ou être stockés en local. Une autre solution consiste à changer de service de cloud.

En Bref...



Atari vient d'ouvrir les premières précommandes pour sa nouvelle console Atari VCS. Elle reprend le design des anciennes consoles et inclut des jeux d'arcade classiques.

L'appareil fonctionne également comme un média center et un PC.

Certains se souviendront avec nostalgie des consoles de jeux de la firme Atari, un pionnier des jeux vidéo qui s'est fait discret ces dernières années. Toutefois, cela pourrait changer grâce à une nouvelle console, développée depuis plusieurs années et enfin disponible en précommande. Baptisé Atari VCS, ce nouvel appareil ressemble aux anciennes consoles comme l'Atari 2600, mais cache un PC complet.

L'Atari VCS est livrée avec 100 jeux classiques, ainsi qu'un accès à un magasin de jeux Atari VCS. La console intègre également le navigateur Google Chrome, et il est possible d'installer des services de streaming comme Netflix et Amazon Prime qui fonctionnent en 4K. En plus de ce premier mode qui combine une console classique avec un média center, Atari a aussi ajouté un mode PC. Il est possible d'y installer Windows, Linux, Chrome OS et Steam OS.

Côté matériel, la console contient un SoC AMD Ryzen Embedded R1606G avec une puce graphique Vega 3, accompagné de 8 gigaoctets de mémoire vive pour la VCS 800, extensible jusqu'à 32 Go. Une seconde version, la VCS 400, est prévue avec 4 Go de RAM et est limitée à un affichage Full HD. Elle embarque aussi un stockage eMMC de 32 Go avec une prise M.2 SSD SATA. Elle propose enfin une prise HDMI 2.0, quatre prises USB 3.1, une connexion Gigabit Ethernet, le Wi-Fi et le Bluetooth.

Bretagne :

Face aux géants du Web, la messagerie Treebal se rêve en alternative verte



Elles font désormais partie de nos vies. Cela fait déjà un bout de temps que les messageries instantanées gratuites ont pris d'assaut nos téléphones, ringardisant le bon vieux texto. Et dans ce domaine, la concurrence est féroce entre les Whatsapp, Signal, Telegram et autre Messenger qui se partagent des milliards d'utilisateurs. Au milieu de ces ogres, certains acteurs tentent de se faire une place. C'est le cas de la messagerie Treebal, disponible depuis quelques jours en France sur iOS et Android. Portée par la société rennais

Dolmen, spécialisée dans la communication digitale, l'application se veut « une alternative européenne à ces géants du numérique », selon son PDG David Godest.

Pour se démarquer, Treebal joue la carte de la sécurité, certaines messageries étant régulièrement accusées d'exploiter ou de partager les données de ses utilisateurs. « Qui accepterait qu'un facteur lise son courrier ? », interroge le fondateur de Dolmen. Pour respecter la vie privée, Treebal va ainsi chiffrer de bout en bout les messages, à la fois le contenu mais aussi les métadonnées. « L'application jouera juste le rôle de transporteur du message, rien ne sera stocké sur nos serveurs », assure David Godest. Pour pousser plus loin la sécurité, la messagerie s'engage même à supprimer automatiquement tous les messages au bout de sept jours. « Cela ne sert

à rien de stocker tous ces messages et ces émojis qui ne seront jamais relus, souligne-t-il. Et cela permet de réduire aussi l'empreinte carbone ».

La moitié des revenus générés servira à planter des arbres

Comme le moteur de recherche allemand Ecosia, la messagerie bretonne revendique en effet une démarche éco-responsable. Pour protéger la planète, elle s'est associée à l'association Planète Urgence et à l'entreprise EcoTree qui œuvrent toutes les deux à leur niveau pour la préservation des forêts à travers le monde. « L'idée n'est pas de faire culpabiliser les utilisateurs mais de leur faire prendre conscience qu'ils peuvent agir pour limiter l'impact environnemental du numérique », indique David Godest.

Gratuite pour le grand public mais payante pour

les professionnels, Treebal s'engage ainsi à convertir les messages numériques de ses utilisateurs en arbres plantés. « La moitié des revenus générés servira à financer des projets de reforestation », détaille l'entrepreneur.

Testée depuis plusieurs semaines, la messagerie, qui sera disponible dans toute l'Europe courant juin, compte déjà plusieurs milliers d'utilisateurs. Et elle ne compte pas s'arrêter là. « On vise des centaines de milliers d'utilisateurs d'ici quelques mois et plusieurs millions dès l'an prochain. Car si on n'atteint pas très vite cet objectif, on risque de rapidement disparaître ». Un sort que connaissent malheureusement trop bien les forêts.



Quels sont les médicaments les plus toxiques pour le foie ?

Anti-inflammatoire, antibiotiques, antidépresseurs... De nombreux médicaments par voie orale ou injections sont susceptibles d'être toxiques pour le foie. Une étude fait le point sur les substances dont il faut se méfier. Une nouvelle étude internationale s'est intéressée aux effets des médicaments sur le foie. Les chercheurs ont analysé la manière dont les patients hospitalisés ont développé des lésions hépatiques suite à l'administration de certains traitements. Les conclusions ont été publiées en mai 2021 dans le British Journal of Clinical Pharmacology. Les chercheurs ont analysé les dossiers de 156 570 patients hospitalisés, ils ont trouvé 499 cas de lésions hépatiques d'origine médicamenteuse (DILI), pour une incidence de 0,32%. Parmi les médicaments les plus dangereux pour le foie figuraient les agents anti-infectieux, les médicaments anticancéreux et les anti-inflammatoires non-stéroïdiens. Précision, l'incidence la plus élevée était due au voriconazole, un médicament antifongique. Les patients présentant un taux de cholestérol élevé, une maladie cardiovasculaire, une maladie hépatique préexistante et des chirurgies antérieures étaient ceux qui courraient le risque le plus élevé de lésions hépatiques suite à une prise médicamenteuse.



technologies de l'information pour fournir une référence plus précise pour une utilisation sûre et rationnelle des médicaments», a déclaré l'auteur correspondant DaiHong Guo, de l'hôpital général de l'Armée populaire de libération de Chine, à Pékin. Comment protéger son foie quand on prend des médicaments De nombreux médicaments par voie orale ou injections sont susceptibles d'être toxiques pour le foie. Il n'est pas question de les arrêter ou de diminuer les doses, juste d'être plus précautionneux quand on est sous traitement. Certains médicaments souvent prescrits peuvent être dangereux pour le foie. Molécule par molécule, le Dr Biour, médecin pharmacologue, fait le point.

Les antibiotiques hépatotoxiques les plus courants

- Amoxicilline/acide clavulanique (Augmentin et génériques) À quelle dose ? Normale Au bout de combien de temps ? De quelques jours à 15 semaines après le début du traitement, jusqu'à 4 semaines après l'arrêt.
- Erythromycine (Égéry, Éry, Érythrocline...) À quelle dose ? Normale Au bout de combien de temps ? À partir de 5 jours de traitement.
- Ciprofloxacine (Ciflox et génériques) À quelle dose ? Normale Au bout de combien de temps ? Entre quelques jours et 3 semaines.
- Clarithromycine (Zeclar et génériques) À quelle dose ? Normale Au bout de combien de temps ? Entre quelques jours et 3 semaines.
- Cotrimoxazole

- (Bactrim et génériques) À quelle dose ? Normale Au bout de combien de temps ? De quelques jours à 2 mois.
- Nitrofurantoïne (Furadantine) À quelle dose ? Normale Au bout de combien de temps ? Dès le 1er jour. Les autres médicaments hépatotoxiques les plus courants
- Dans les antalgiques : le paracétamol (Doliprane, Efferalgan, Dafalgan...) À quelle dose ? À partir de 4 g/jour. Sa toxicité est augmentée en cas de jeûne ou d'alcoolisme chronique Au bout de combien de temps ? Au-delà de 3 semaines de prise continue, parfois moins si doses importantes (6-8 g/jour).
- Dans les anti-inflammatoire non stéroïdien (AINS) : le diclofénac (Voltarène et génériques) À quelle dose ? Normale Au bout de combien de temps ? De quelques jours à 6 mois.
- Dans les antiarythmiques : Amiodarone (Cordarone et génériques) À quelle dose ? Normale Au bout de combien de temps ? Dans les 3 premiers mois.
- Dans les antidépresseurs : Amitriptyline (Laroxyl), Imipramine (Tofranil) À quelle dose ? Normale Au bout de combien de temps ? Dans les 3 premiers mois.
- Dans les neuroleptiques : Clozapine (Leponex et génériques) À quelle dose ? Normale

Au bout de combien de temps ? De 1 semaine à 2 mois.

- Dans les antifongiques : Itraconazole (Sopranox) À quelle dose ? Normale Au bout de combien de temps ? Entre 1 et 6 semaines Les précautions à prendre pendant le traitement
- L'idéal est de ne pas boire d'alcool : « Se limiter à 1 verre par jour si on ne peut pas s'en passer », dit le Dr Lannes.
- Si l'on a un bilan hépatique déjà perturbé, adopter les bons réflexes alimentaires. « En modérant le plus possible les sucres et les graisses », précise le Dr Lannes.
- Certaines plantes hépatoprotectrices peuvent être utiles pendant le traitement, comme le desmodium ou le curcuma.
- Si on associe du paracétamol à un autre médicament, contrôler sa composition. S'il en contient aussi, vérifier la dose pour ne pas dépasser 3 g/jour au total.
- Consulter en cas d'apparition soudaine de signes d'intolérance : manque d'appétit, perte de poids, nausées, fatigue, jaunissement du blanc des yeux et/ou de la peau... D'une façon générale : ne jamais reprendre un médicament qui a entraîné une atteinte hépatique, « sauf le paracétamol, mais à petite dose », précise le Dr Biour.

Tout savoir (ou presque) sur le mal de dos chronique

D'où vient le mal de dos chronique ? Quelles sont ses causes ? Tant de questions dont on pense souvent que les réponses sont bien tranchées : mauvaise posture ou « faux » mouvement. Pourtant, ces facteurs biomécaniques jouent un rôle très faible dans la chronicisation de la douleur. Préparez-vous à déconstruire les plus grandes idées reçues sur le mal de dos auxquelles vous adhérez. « Tiens-toi droit ! », « Attention à ton dos quand tu te baisses », « Corrige ta posture en dix jours grâce à cet exercice », « De toute façon, j'aurai mal toute ma vie à cause de ma cyphose ». Qui, parmi nous, n'a pas été victime d'une seule idée reçue sur le mal de dos et plus précisément sur les douleurs lombaires ? Rares, voire inexistantes, sont celles et ceux qui y ont échappé. Moi-même, avant de me poser la question et de faire quelques recherches, j'étais pétri de bon nombre d'entre elles. Ces dernières sont très répandues. Pis encore, elle se propage à travers notre système de santé. Dans cet article, je vous propose de remettre

en question ce que vous pensez savoir au sujet du mal de dos et de vous laisser guider par les données scientifiques. Pour m'aider au travers de ce sujet sinueux et complexe, j'ai interrogé Éric Bouthier, kinésithérapeute, spécialisé dans le traitement des douleurs chroniques.

L'hégémonie de l'hypothèse biomécanique

Nous pensons tous que les douleurs lombaires que nous avons sont dues à une mauvaise posture, à des faux mouvements, à des nerfs coincés ou à d'autres choses encore plus farfelues. Et pour cause, l'hypothèse biomécanique de la douleur est l'une des plus répandues. « Historiquement, le champ de la gestion de la douleur vient d'un modèle très biomédical. C'est-à-dire que l'on a l'habitude de rechercher une cause unique qui expliquerait la douleur. L'exemple typique est celui de la posture avec la tête en avant et les épaules enroulées, qui provoquerait des douleurs. Si l'idée est simple et séduisante, rien ne permet d'affirmer que c'est vrai », explique Éric Bouthier.

Un facteur pas aussi important

qu'on ne le pensait

Et pourtant, la cause biomécanique apparaît désormais comme un facteur peu important dans la persistance de la douleur. « Les contraintes biomécaniques peuvent participer à engendrer des douleurs. Mais les données scientifiques que nous possédons aujourd'hui sont unanimes : ce sont surtout les facteurs psycho-sociaux (comme l'anxiété, la dépression ou une vision négative de ce qu'il nous arrive) qui favorisent l'apparition et la persistance des douleurs », assure Éric Bouthier. Alors que nous disons ces données scientifiques ? Premièrement, les corrélations entre posture et douleur sont éparpillées. « Étant donné l'importance que l'on donne habituellement à la posture dans l'explication de la douleur, on devrait voir des corrélations fortes et persistantes apparaître. Or, ce n'est pas le cas. Les personnes qui se tiennent « mal » ne semblent pas avoir plus de douleur que les autres », explique Éric Bouthier. Deuxièmement, les essais cliniques visant à corriger la posture ou à améliorer la stabilité

lombaire apportent des bénéfices, mais pas pour les raisons auxquelles on pense. « Il y a plusieurs revues systématiques dans la littérature qui démontrent clairement que les programmes d'exercices améliorent les symptômes cliniques. Pour autant, les symptômes s'améliorent sans que la « cible » des exercices (posture, abdominaux, etc.) ne change réellement. C'est donc que l'explication est à chercher ailleurs », détaille Éric Bouthier. Avec ces deux éléments, nous avons des arguments assez forts pour mettre en doute l'hypothèse biomécanique. L'absence de

corrélation persistante d'un côté qui met en péril l'existence même du phénomène dans le pire des cas, au moins son caractère nécessaire, suffisant et prépondérant. L'absence de prédictibilité de l'autre qui vient porter un coup sévère à la relation de causalité présumée. Bien sûr, les tenants de cette hypothèse pourront toujours trouver des hypothèses auxiliaires auxquelles se raccrocher. Sauf que d'autres études ont apporté des preuves convaincantes pour expliquer autrement le phénomène de la douleur persistante du bas du dos.





4 erreurs que l'on fait tous quand on décongèle de la nourriture

Pour conserver la qualité de ses aliments, il faut éviter de briser la chaîne du froid. Voici ce qu'il ne faut pas ou plus faire pour éviter de tomber malade.

Ça nous est tous arrivé. On rentre du travail, il est tard et on a très faim. Problème : le poulet est toujours au congélateur. Il faudrait donc le décongeler au plus vite pour espérer manger rapidement et ne pas se coucher trop tard. Alors on le met au micro-ondes, ou dans de l'eau chaude. Ces méthodes ne sont pas recommandées lorsque l'on décongèle de la nourriture. Et pour cause, si la chaîne du froid est mal rompue, les bactéries prolifèrent et la nourriture peut se dégrader plus rapidement. Découvrez toutes ces erreurs que vous faites peut-être et qu'il faudrait rapidement bannir de vos habitudes.

Décongeler à température ambiante



Probablement la plus courante, cette habitude est bel et bien une erreur. Lorsque vous souhaitez décongeler de la nourriture, il est préférable de ne pas le faire à température ambiante. Le choc thermique peut être violent pour vos aliments. Le mieux est de transférer votre rosbif du congélateur au réfrigérateur afin de le laisser décongeler progressivement et sans l'agresser. À la température du frigo, les bactéries prolifèrent moins vite que sur le comptoir de votre cuisine par

20 degrés. Attention à mettre l'aliment concerné dans un récipient ou un sac de congélation afin d'éviter que le jus ou le sang qui en coule contamine le reste des éléments.

Passer sous l'eau chaude

Par manque de temps, on a tendance à passer son poulet sous l'eau bouillante pour que la glace fonde plus rapidement. Sauf que, comme vous le savez, il ne faut absolument pas laver le poulet avant de le cuire. Et cela vaut pour l'essentiel des aliments

que vous tentez de décongeler rapidement. Le contact avec de l'eau chaude va activer la prolifération bactérienne. Il n'est pas totalement insensé de passer de la nourriture gelée sous le robinet, mais cela doit se faire à la condition qu'il y ait un emballage autour. Tant que vos denrées ne sont pas en contact direct avec l'eau, cette méthode reste une bonne alternative.

Utiliser le micro-ondes

Exactement comme ci-dessus, vous êtes pressé et n'avez pas le temps d'attendre que votre viande dégèle pour cuisiner. Résultat, vous la passez au four à micro-ondes pour accélérer le processus. Si par ce biais votre viande va bel et bien décongeler, vous risquez aussi de vous retrouver avec quelque chose de cuit sur la surface et de complètement cru à l'intérieur. Vous avez tout intérêt à la mettre directement à la poêle juste derrière pour rattraper les dégâts et ne pas

manger de la semelle au dîner. La meilleure option, s'il s'agit d'une pièce de viande seule par exemple, reste encore de la mettre directement à la poêle. Elle va décongeler rapidement tout en cuisant, sans que les bactéries n'aient le temps de se multiplier.

Recongeler un aliment décongelé

Il arrive parfois de décongeler un aliment et de ne plus avoir faim, ou de sortir du congélateur plus que ce dont on a besoin. Dans un cas comme dans l'autre, il ne faut jamais remettre ce qui a déjà été décongelé au congélateur. Cela favorise également la prolifération des bactéries qui dégradent la qualité de l'aliment et peuvent causer des intoxications alimentaires. De la même façon, il est déconseillé de recongeler des aliments congelés puis décongelés achetés dans le commerce.

La super astuce de Christophe Michalak pour ne pas jeter les blancs d'œufs

Découvrez cette recette anti-gaspi pour tout rentabiliser en cuisine. Idéale pour une pause gourmande en famille.

Vous avez fait un gâteau, une tarte ou des îles flottantes et avez dû séparer les blancs des jaunes à une étape de la recette. Maintenant que votre dessert est au four et que vous rangez et jetez tout ce dont vous n'avez plus besoin, vous réalisez qu'il vous reste des blancs d'œuf inutilisés. Problème : ils ne se conservent pas très longtemps en l'état et ce serait tout de même dommage de les gâcher. Pour vous éviter d'avoir à jeter et donc à gaspiller, Christophe Michalak a pensé à une petite recette ultra gourmande à réaliser en un rien de temps. On parie que vous allez l'adorer !



L'astuce anti-gaspi de Christophe Michalak avec des blancs d'œufs

«Il me restait 4 blancs d'œufs crus dans ma cuisine...on ne jette jamais rien», peut-on lire sur le compte Instagram du chef pâtissier. Hors de question de gâcher des aliments qui pourraient agrémenter d'autres recettes ou même se transformer en gourmandises. Afin d'éviter

le gaspillage, le chef propose d'utiliser ces restes de blancs pour préparer de délicieuses meringues à la pistache, à déguster en famille devant la télé un dimanche. Pour cela, vous n'aurez besoin que de 3 ingrédients et d'un peu de place dans votre estomac. Le résultat est à la fois léger et croustillant, pour le plus grand plaisir de toute la famille.

La recette anti-gaspi avec des blancs d'œuf de Christophe Michalak

Pour le goûter, exit les biscuits ou chocolats achetés au supermarché. Réalisez cette recette simple et rapide du chef pour gâter vos enfants tout en douceur. Qui sait, peut-être deviendra-t-elle l'une de vos préférées !

Les ingrédients de la recette

4 blancs d'œuf (soit environ 120 g)

200 g de sucre semoule (ou autre)

50 g de pistaches concassées (ou autres fruits secs au choix)

Les étapes de la recette

1. Montez les blancs en neige avec un fouet.

2. Rajoutez le sucre au mé-

lange.

3. Une fois les blancs bien montés, ajoutez les pistaches concassées ou un autre fruit sec de votre choix.

4. Dressez votre mélange sur une plaque, avec feuille de cuisson étalée sur 3-4 cm de haut maximum.

5. Faites cuire au four pendant 1 heure à 120°C, puis pendant une autre heure à 100°C. À plus de 100° la meringue soufflé et développe de belles bulles, ce qui la rend plus légère.

6. À part, montez de la crème fleurette bien froide au fouet, parfumez avec du sirop d'orgeat, ou de la fleur d'oranger ou tout autre parfum de votre choix.



Inauguration de l'exposition «expressions artistiques de terre et de feu»

Une exposition dédiée à la céramique et à la poterie, réunissant les œuvres d'une cinquantaine d'artisans, et intitulée «expressions artistiques de terre et de feu», a été inaugurée lundi à Alger par la ministre de la Culture et des Arts Malika Bendouda. Organisée au palais de la culture Moufdi-Zakaria, cette exposition se décline en trois volets, poterie traditionnelle, céramique, et tableaux en céramique, sculpture et céramique contemporaine. Un premier espace réservé à



la poterie traditionnelle abrite d'artisans venus exposer la collection du palais de la culture ainsi que des stands leurs outils et équipements de travail pour expliquer aux

visiteurs leurs procédés de création. Une autre salle du palais de la culture propose aux visiteurs de découvrir les œuvres de céramistes connus à l'image de Toufik Boumahdi, Said Djaballah ou encore Kamel Bellazoug qui exposent différents objets de décoration et tableaux et céramique. La galerie Baya expose, quant à elle, des œuvres contemporaines faites de terre comme des sculptures, de la mosaïque, des carreaux de faïence décorés de motifs amazigh ou de reproduction

de peintures rupestres ou encore des objets de décoration contemporains. Lors de la cérémonie d'ouverture, la ministre de la Culture et des Arts a indiqué que cette exposition visait à mettre en avant les talents créatifs algériens et à leur offrir un espace pour promouvoir leur production et rencontrer le public. L'exposition «expressions artistiques de terre et de feu» est ouverte au public jusqu'au 21 mai en cours.

Nécessité de rassembler le patrimoine culturel algérien

Des chercheurs et des académiciens ont mis l'accent, lundi à Alger, sur la nécessité d'étudier scientifiquement, de rassembler et de faire connaître le patrimoine culturel algérien avant de l'exploiter dans la consécration des valeurs citoyennes. L'étude scientifique permettra de rassembler et la conservation de ce patrimoine avant de passer à son exploitation en tant que richesse économique ainsi que dans la consécration de l'identité nationale, ont estimé des spécialistes dans le patrimoine et des anthropologues, à l'ouverture de deux journées d'étude sur

«le patrimoine immatériel et son rôle dans le développement et la consécration des valeurs citoyennes». Intervenant à cette occasion, l'académicien de l'Université d'Alger, Abdelhamid Bourayou a appelé à «rassembler ce patrimoine dont une grande partie a disparu» en vue de «le transmettre aux générations montantes». Il a appelé également à inclure «le patrimoine dans la culture contemporaine» afin de constituer «une culture nationale avec un cachet spécifique», soulignant «le rôle de l'Etat» dans la préservation du patrimoine. Pour sa part, Mebarka

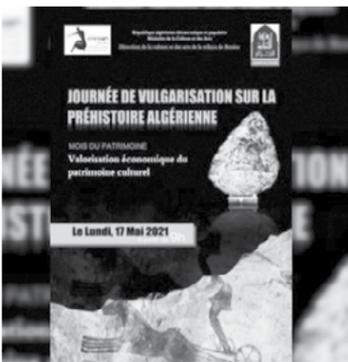


Belahcen (Université d'Oran) a estimé que «le patrimoine culturel algérien est abandonné scientifiquement et politiquement», citant l'exemple de la société Hassanie au sud-ouest du pays méconnue par les

établissements universitaires algériens». De son côté, Laid Bouda (université d'Ilizi) a indiqué dans son intervention sur la langue Targuie comme composante d'un

patrimoine oral séculaire, que «la plupart des chercheurs qui ont abordé le patrimoine targuie étaient des occidentaux», appelant, dans ce cadre, les chercheurs algériens à «accorder davantage d'intérêt à ce patrimoine et le faire connaître dans ses dimensions algériennes loin des visions occidentales sur l'histoire de la région». Organisés par le ministère de la Culture et des Arts sous le slogan «le patrimoine populaire comme richesse culturelle», les travaux des deux journées d'étude ont pris fin hier.

L'Algérie renferme un important patrimoine préhistorique nécessitant protection



L'Algérie renferme un patrimoine matériel et immatériel préhistorique «très important» nécessitant protection et valorisation, a souligné

lundi à Bouira le président du Centre régional pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en Afrique (CRESPIAF), Slimane Hachi. Au cours d'une journée de vulgarisation sur le patrimoine préhistorique, organisée par la direction locale de la culture, M. Hachi a mis l'accent sur la nécessité, pour les autorités concernées, de développer tout un système de protection pour préserver les différents sites et vestiges préhistoriques au Sahara ainsi que dans le nord du pays.

«Ce patrimoine préhistorique revêt une importance capitale dans notre pays. Mais il faut que cette richesse soit soumise à tout un système de protection pour la préserver et veiller à sa transmission aux générations futures», a insisté le président de l'ex-Centre national de recherche préhistorique, anthropologique et historique (CNRPAH). Pour l'intervenant au cours de la rencontre de vulgarisation, la protection et la prise en charge du patrimoine matériel et immatériel préhistorique

sont indispensables afin que l'Algérie puisse en tirer profit en alimentant les musées, le mettre à la disposition des visiteurs, des touristes et du grand public, mais aussi en le mettant à la disposition des élèves au travers les manuels scolaires. «Ces sites et vestiges sont très fragiles, mais aujourd'hui nous avons tous les moyens de protection pour les préserver en réalisant d'abord des inventaires, ainsi que des documentaires écrits, en image et avec son et la voix»,

a souligné M. Hachi. Au Sahara (Sud d'Algérie), plusieurs parcs naturels ont été classés et répertoriés par les pouvoirs publics à l'image de ceux de la vallée du M'zab, Tassili, Tidikelt, le Hoggar, celui de Tindouf ainsi que de l'Atlas saharien. «Ce sont ces organismes qui sont chargés de protéger et de sauvegarder les différents sites et vestiges préhistoriques de cette région, afin de pouvoir les transmettre aux nouvelles générations», a-t-il dit.



Le PDG du Rock & Roll Hall of Fame défend l'omission d'Iron Maiden dans la liste des lauréats de 2021



Le PDG du Rock & Roll Hall Of Fame, panthéon, musée et centre d'archives du rock and roll, et qui rend hommage chaque année à des artistes marquants, a répondu aux critiques. En effet, alors qu'on retrouve Jay-Z sur la liste

cette année, Iron Maiden, qui faisait partie des nommés en février, n'a pas été retenu.

Il en va de même pour Rage Against The Machine, qui était également nommé au palmarès 2021. Cette décision a suscité des critiques concernant le manque de

groupes de heavy metal lors de la cérémonie. S'adressant à la station de radio WBAB, le PDG du Rock & Roll Hall Of Fame, Greg Harris, a déclaré : « Il ne fait aucun doute qu'Iron Maiden est un groupe influent. C'est pourquoi il a été nommé cette année avec 15 autres artistes et groupes. Lorsqu'est venu le moment de voter, ils ne faisaient pas partie des six de tête. Nous ne nous demandons donc pas s'il s'agit d'un groupe important, s'il a un impact et une influence. »

« **Élargir sa conception du rock and roll** »

Tentant de calmer la colère des fans, Greg Harris a ajouté que « parmi ceux qui ont été nommés au cours de l'histoire, plus de 80 % ont finalement été intronisés au Rock and Roll Hall of Fame

». Néanmoins, il défend la pertinence des votes. « Chacun a ses favoris, chacun a des artistes différents qui l'ont influencé, qui ont eux-mêmes influencé d'autres artistes. Donc, si vous regardez cette liste, vous pouvez formuler les mêmes arguments que ceux formulés pour Iron Maiden pour tous les autres artistes », a-t-il précisé.

Interrogé sur les critiques qui ont suggéré que le Rock And Roll Hall Of Fame devrait être appelé le Music Hall Of Fame, en raison de son ouverture à une grande variété musicale, Greg Harris estime qu'il est temps pour tout le monde « d'élargir sa conception du rock and roll ». « Le rock and roll ne s'est jamais limité à quatre types maigres avec des cheveux longs et des guitares. Il a toujours été diversifié...

Pour nous, il ne s'agit que de variantes du rock and roll. Et je pense qu'en filigrane, on en arrive souvent à la question du hip-hop parce que certaines personnes n'en sont pas fans (...) C'est une attitude, c'est un esprit, et c'est ça le rock and roll », a-t-il ajouté.

Ce n'est pas la première fois que Jay-Z provoque la colère ou l'incompréhension des fans de rock. Son passage au festival de Glastonbury en 2008 avait déconcerté, notamment Noel Gallagher, qui avait déclaré qu'il n'avait rien à faire là. Le mari de Beyoncé avait répondu à la critique en arrivant sur scène en chantant Wonderwall avant d'enchaîner avec 99 Problems.

Une édition critique de « Mein Kampf » bientôt vendue en librairie

L'ouvrage sera publié le 2 juin prochain par les éditions Fayard. Les bénéfices des ventes seront reversés à la Fondation Auschwitz-Birkenau.

L'éditeur Fayard a annoncé lundi la publication le 2 juin de son édition critique de Mein Kampf, exposé de l'idéologie raciste et antisémite d'Adolf Hitler, et le versement des bénéfices à la Fondation Auschwitz-Birkenau. C'est l'aboutissement d'un projet d'une dizaine d'années pour cette maison d'édition, qui a décidé d'intituler le livre Historiser le mal, une édition critique de Mein Kampf.

La diffusion se fera selon des modalités rarement vues, à savoir uniquement chez les détaillants qui prendront l'initiative de le commander, indique Fayard dans un courrier aux libraires envoyé lundi, et obtenu par l'Agence France-Presse. « Pour commercialiser cet ouvrage, nous avons choisi de ne pas procéder à une mise à l'office [diffusion à l'initiative de l'éditeur via les réseaux de distribution du livre, NDLR], comme c'est l'usage, mais de proposer Historiser le mal à la commande chez vous, chers libraires », explique

dans ce courrier la présidente directrice générale, Sophie de Closets.

1 000 pages, dont deux tiers d'appareil critique Le prix très élevé, 100 euros, devrait limiter le nombre de lecteurs. Rédigé par Hitler entre 1924 et 1925, alors que le chef du parti nazi (NSDAP) purge une peine de prison après l'échec d'un putsch, Mein Kampf est le long manifeste d'un homme politique qui, de marginal, se hissera au pouvoir par les urnes en 1933, avant d'engager son pays dans une guerre mondiale et une entreprise de génocide des Juifs d'Europe. Adolf Hitler y revient sur son parcours et expose sa vision en lançant de violentes imprécations contre ceux qu'il désigne comme les ennemis de l'Allemagne, à commencer par les Juifs.

Fayard a confié ce texte réputé difficile à un traducteur renommé, Olivier Mannoni, qui a travaillé sur des auteurs comme Sigmund Freud, Stefan Zweig ou Franz Kafka.

Le volume atteindra 1 000 pages, dont un tiers pour le texte original, et deux tiers pour l'appareil critique. « Notre comité d'historiens, dirigé par Florent Brayard, a traduit, adapté, prolongé les 3 000 notes de l'édition allemande et rédigé une introduction générale et 27 introductions de chapitre », a détaillé Fayard.

Il est « très facile » de le trouver « en un clic » sur Internet

La première édition française de Mein Kampf, sous le titre Mon combat, approchant 700 pages, remonte à 1934, aux Nouvelles Éditions latines, qui le commercialisent toujours. Outre cette édition, publiée par ce que Sophie de Closets qualifie de « maison d'extrême droite (qui en a vendu près de 5 000 exemplaires l'an dernier seulement) », l'éditrice relève qu'il est « très facile » de le trouver « en un clic » sur Internet. Fayard lui-même avait publié en 1938 une édition approuvée par le régime nazi, sous le



titre Ma doctrine, et deux fois plus courte, expurgée entre autres des nombreux passages antifrançais.

Cette fois-ci, « il n'est pas question, bien évidemment, que cette publication puisse être lucrative : ainsi, la Fondation Auschwitz-Birkenau, chargée de la conservation du site du camp de concentration et d'extermination, percevra des droits au premier exemplaire vendu et la totalité des bénéfices qui pourraient être issus de la vente », précise la maison d'édition.

Dans un courrier à la ministre de la Culture Roselyne Bachelot dont elle a envoyé une copie à l'Agence France-

Presse, Éliane Calmann-Levy, une descendante des fondateurs des éditions du même nom, a appelé le gouvernement à s'assurer de la « transparence comptable » par un « accès aux comptes détaillés de Fayard ». Une édition critique en allemand de Mein Kampf, en deux tomes de près de 2 000 pages, a été publiée par un centre de recherches en histoire de Munich, l'IfZ, en janvier 2016, date à laquelle l'ouvrage est passé dans le domaine public. En janvier 2021, les éditions Bellona à Varsovie publiaient une édition critique en polonais, de 1 000 pages.

Robert De Niro s'est blessé sur le tournage de « Killers of the Flower Moon »



Robert De Niro s'est blessé sur le tournage de Killers of the Flower Moon, le prochain film de Martin Scorsese, mais l'acteur mythique est bien déterminé à aller jusqu'au clap de fin. Interrogé par Indiewire, le comédien a confié qu'il ressentait une douleur atroce, mais son professionnalisme passe au-dessus de tout.

« Je me suis déchiré le quadriceps, je ne sais même pas comment. J'ai simplement enjambé quelque chose et je suis tombé. La douleur était atroce et je dois maintenant la faire réparer. Mais ça arrive, surtout quand on vieillit, il faut être prêt à faire face aux

imprévus. Mais c'est gérable », a-t-il expliqué.

La publication explique que l'acteur s'est blessé dans l'Oklahoma, le 13 mai dernier, en plein milieu du tournage de Killers of the Flower Moon, ce qui l'a forcé à rentrer en urgence à New York pour se faire soigner. Pour autant, son planning ne devrait pas être affecté : l'acteur avait prévu de prendre quelques semaines de repos de toute façon.

Pas besoin de bouger

Autre point positif : le personnage que Robert De Niro incarne dans le film de Martin Scorsese n'a pas vraiment besoin de ses jambes, d'après l'acteur. « Ce que je fais

avec Scorsese dans Killers of the Flower Moon, c'est que je suis en quelque sorte un personnage sédentaire. Je ne bouge pas beaucoup, Dieu merci. Nous allons donc nous débrouiller. Je dois juste faire l'intervention et garder (la jambe) droite dans une certaine position et la laisser guérir », a ajouté la star.

Robert De Niro semble en tout cas très enthousiaste à l'idée de voir le film. Et si le long-métrage est produit par Apple TV +, il rappelle que, contrairement à de nombreux films récents, il ne sera pas destiné exclusivement au streaming... et c'est tant mieux, selon lui !

« L'une des choses est qu'il doit être diffusé dans les salles de cinéma. C'est une composante très importante du projet. D'ici à ce qu'il sorte, j'espère que nous serons revenus à une situation proche de la normale », a-t-il conclu.

Killers of the Flower Moon n'a pas encore de date de sortie officielle.

Seth Rogen raconte que Tom Cruise a tenté de le recruter dans la Scientologie



C'était il y a presque quinze ans, mais Seth Rogen s'en souvient comme si c'était hier. Tom Cruise l'avait invité à venir le rencontrer chez lui en compagnie du producteur Judd Apatow afin de parler de projets de films. C'était au milieu des années 2000, au pic de la popularité de Tom Cruise, peu après la naissance de Suri, la fille qu'il partage avec Katie Holmes.

« C'était une période très étrange. Il avait eu son bébé et personne ne l'avait vu et il y avait des spéculations autour de l'existence de l'enfant », s'est-il souvenu lors d'un entretien accordé à Howard Stern. Mais ce qui a vraiment mis Seth Rogen mal à l'aise, c'est lorsqu'au bout de quelques heures de conversa-

tions, Tom Cruise a commencé à évoquer la Scientologie dont il est le plus célèbre des membres.

Sauvé de justesse

« Il a dit, « je pense que l'industrie pharmaceutique donne une mauvaise image de moi », a poursuivi Seth Rogen, soulignant l'étrangeté de la remarque. « Et il a dit, « c'est comme avec la Scientologie, si tu me laissais juste te dire ce dont il s'agit vraiment... Donne-moi juste vingt minutes pour vraiment te dire ce que c'est, et tu ne vas pas en croire tes oreilles... »

Et fort heureusement pour Seth Rogen, Judd Apatow a rapidement désamorcé le malaise en invitant tout le monde à changer de sujet.

Robert Pattinson, Lily Collins et Ewan McGregor s'engagent pour aider la population en Inde

Robert Pattinson, Lily Collins et Ewan McGregor ont répondu présent pour promouvoir la Go Campaign, une initiative pour lever des fonds afin de soutenir l'Inde dans son combat contre le Covid-19. Alors que la situation sanitaire est toujours plus critique dans le pays, l'argent récolté devrait permettre de soutenir en priorité les familles dans le besoin, l'accès à l'éducation des enfants mais aussi l'accès à la vaccination et aux médicaments.

« Il faut voir GO comme un fonds d'investissement qui a du sens. Ils prennent votre argent, et l'investissent pour des enfants, pour un résultat maximum. Et ce qui les caractérise c'est qu'ils sont dédiés à servir les enfants », a déclaré Robert Pattinson dans un communiqué relayé par



Variety.

Une urgence absolue

Même son de cloche pour Lily Collins qui n'a pas manqué de mettre en avant les faiblesses du système de santé indien, tandis qu'Ewan McGregor a évoqué le lien privilégié qu'il entretient avec l'Inde.

« J'ai tellement de beaux souvenirs de l'Inde, et ce pays aura toujours une place particulière dans mon cœur. S'il vous plaît, joignez-vous à mes amis et moi pour cette campagne afin d'aider les familles en souffrance. Le Covid ravage le pays, et nous



avons besoin de donner des équipements de protection personnels, de la nourriture, des médicaments, et du matériel médical pour ceux qui en ont besoin. Chaque don peut aider à sauver des vies », a déclaré l'acteur.

Au début du mois de mai, le ministère de la santé indien a fait état de chiffres alarmants, avec plus de 375.000 nouvelles contaminations par jour et près de 4.000 décès quotidiens.

Info Star...



Emily Blunt a un grand regret : celui d'avoir refusé le rôle de Black Widow ! L'actrice ne pouvait en effet pas participer au long-métrage à cause d'un conflit d'emploi du temps, et a dû dire adieu à son rêve de jouer dans Iron Man.

« Je m'étais engagée à faire Les voyages de Gulliver. Ça m'a brisé le cœur, parce que je suis tellement fière des dé-

cisions que je prends... et des films que je fais. Donc c'était difficile... J'adore Iron Man et quand on m'a offert Black Widow, j'étais obsédée par Iron Man. Je voulais travailler avec Robert Downey, Jr., ça aurait été incroyable », a-t-elle dévoilé à Howard Stern. Cependant, depuis, jouer dans un film de super-héros ne l'intéresse plus.

Clôture de la 4^{ème} session de printemps de l'AP-OTAN avec la participation du CN

Les travaux de 4^{ème} session de printemps de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord (AP-OTAN) qui s'est déroulée par visio-conférence, avec la participation du président de la Commission de défense nationale au Conseil de la Nation, Abdelhak Benboulaïd, ont pris fin lundi, indique le Conseil dans un communiqué. Les participants ont abordé, lors de cette rencontre dont les travaux se sont déroulés du 14 au 17 mai en cours, plusieurs thèmes dont "l'instauration de la sécurité dans la région de la Méditerranée", "les défis économiques

internationaux", ainsi que "les défis économiques, politiques et diplomatiques dans le contexte de la pandémie de la Covid-19".

A l'occasion, Abdelhak Benboulaïd a rappelé dans son intervention, les "mutations démocratiques qu'a connues l'Algérie au cours des deux dernières années", estimant que ceci se veut "l'expression de la vitalité du peuple algérien dans son interaction avec les questions qui portent sur les affaires publiques, dans un élan national sans précédent, ce qui est à même de consolider l'indépendance de la prise de la décision politique et la stabilité du pays".

Abdelhak Benboulaïd a mis l'accent sur "la nature du processus politique emprunté et l'avenir de l'Algérie nouvelle annoncée par le président de la République depuis son accession au pouvoir en décembre 2019, dans toutes ses dimensions et ses mutations politiques et socio-économiques et les transformations prévues dans le contexte des relations extérieures de l'Algérie".

Pour ce qui est des jeunes, le représentant du Conseil de la Nation a évoqué "les programmes nationaux d'accompagnement des jeunes", d'autant que l'Etat a mobilisé, a-t-il dit, "des



montants considérables dans le cadre de l'insertion et de l'incitation des jeunes et d'appui à l'investissement". Pour ce qui est de la dimension internationale, M. Benboulaïd a estimé que "la stabilité de la

région MENA (Moyen-Orient et l'Afrique du Nord) requiert un engagement ferme à lutter contre le terrorisme et le crime transfrontalier et criminaliser le versement de la rançon et l'extrémisme violent".

L'exercice militaire "Phoenix Express 2021" lancé à Tunis avec la participation de l'ANP

"Phoenix Express 2021", la 16^{ème} itération de l'exercice maritime nord-africain, a débuté lundi à Tunis et dans toute la mer Méditerranée et continuera jusqu'au 28 mai, a indiqué le capitaine Harry Knight de l'armée américaine en sa qualité du directeur de ces manœuvres militaires auxquelles prennent part au total 13 pays dont l'armée algérienne.

"Des exercices tels que Phoenix Express 2021 augmentent l'interopérabilité entre les pays participants afin d'accroître la sécurité maritime et de soutenir



le commerce mondial", le capitaine Harry Knight.

"Nos exercices maritimes

nous permettent de développer nos compétences avec nos partenaires régionaux en

apprenant les uns des autres et en travaillant ensemble", a expliqué le responsable militaire américain.

De son côté le chargé d'affaires des États-Unis en Algérie, Gautam Rana a souligné que "des exercices militaires conjoints comme Phoenix Express approfondissent notre excellente coopération multiforme avec l'Algérie, tout en permettant un environnement maritime plus sûr grâce à la collaboration régionale et à l'interopérabilité".

L'exercice de cette année se déroule à la base navale de La Goulette à Tunis (Tunisie), à

précisé l'ambassade des États-Unis d'Amérique en Algérie dans un communiqué.

La partie en mer de l'exercice permettra de tester les capacités des forces maritimes nord-africaines, européennes et américaines à répondre à l'immigration illégale et à lutter contre le trafic et le mouvement illicite de marchandises et de matériels.

Au total 13 pays participant à "Phoenix Express 2021" à savoir la Tunisie, l'Algérie, la Belgique, l'Égypte, la France, la Grèce, l'Italie, la Libye, Malte, la Mauritanie, le Maroc, l'Espagne et les États-Unis.

Espagne :

2700 migrants marocains dont un millier de mineurs arrivent à Ceuta en une journée

Au moins 2.700 migrants marocains, dont un millier de mineurs, ont réussi lundi à atteindre l'enclave espagnole de Ceuta depuis le Maroc voisin, arrivant par la mer ou par voie terrestre.

Les autorités espagnoles parlent d'un "record" pour une journée en l'arrivée de migrants sur son territoire.

Depuis les premières heures de la journée, les arrivées se sont multipliées sur le territoire

espagnol situé au nord ouest du Maghreb, les migrants quittant des plages marocaines situées à quelques kilomètres au sud de Ceuta, selon un porte-parole de la préfecture de Ceuta cité par l'AFP.

Le même responsable espagnol qualifie ces 2700 migrants de chiffre absolument inédit. Aucun de ces migrants n'a été hospitalisé et "ils vont bien", a ajouté cette source.

Interrogé sur l'hébergement de

ces personnes, le porte-parole a indiqué qu'elles devaient être accueillies dans des hangars sur la plage d'El Tarajal, mais que les autorités se réunissaient pour évaluer la situation au vu de leur nombre, sans précédent. Peu après 20H, les arrivées semblaient s'être arrêtées, a encore indiqué ce porte-parole, alors que le flux n'avait cessé pendant toute la journée.

Les migrants sont arrivés par la mer, à la nage, utilisant parfois



des bouées gonflables, d'autres des canots pneumatiques et d'autres encore ont marché

là où la mer "s'était retirée", tandis que d'autres ont franchi la frontière terrestre.